
LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 7

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 2



ADM

Les armes de destruction massive

LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE

Juil I et 2002

Le danger le plus grave qui menace la liberté se situe à la croisée périlleuse des chemins que sont le radicalisme et la technologie. Lorsque se produit une prolifération d'armes chimiques, biologiques et nucléaires et qu'existe la technologie pour la fabrication de missiles balistiques, même des Etats faibles et de petits groupes peuvent accumuler une puissance catastrophique leur permettant de frapper de grandes nations. Nos ennemis ont indiqué qu'ils avaient l'intention de le faire et nous les avons surpris en train d'essayer de se procurer ces armes terribles. Ils veulent avoir la capacité de nous faire du chantage, de nous faire du mal ou de faire du mal à nos amis, et nous nous opposerons à eux avec toute notre force.



Le président George W. Bush salué par les cadets de l'Académie militaire de West Point, le 1^{er} juin 2002. (AP/Stephan Savoia)

Durant la majeure partie du siècle dernier, la défense des Etats-Unis reposait sur les doctrines de la guerre froide : dissuasion et endiguement. Dans certains cas, ces stratégies s'appliquent toujours. Mais les nouvelles menaces exigent aussi de nouvelles façons de penser. La dissuasion – promesse de représailles massives contre les pays – ne veut rien dire pour les réseaux clandestins de terroristes qui n'ont ni nation ni peuple à défendre. L'endiguement est impossible lorsque des dictateurs déséquilibrés possédant des armes de destruction massive peuvent en armer des missiles ou en fournir secrètement à leurs alliés terroristes.

Nous ne pouvons pas défendre les Etats-Unis et leurs amis en nous contentant d'espérer que tout ira bien. Nous ne pouvons avoir confiance dans les tyrans qui signent solennellement des traités de non-prolifération et qui systématiquement les rompent. Si nous attendons que les menaces se matérialisent, nous aurons attendu trop longtemps.

La défense du territoire et la défense antimissile sont des éléments d'une sécurité renforcée, et ce sont des priorités essentielles pour les Etats-Unis. Il n'en demeure pas moins que la guerre contre le terrorisme ne sera pas remportée en étant sur la défensive. Nous devons amener la bataille à l'ennemi, déranger ses plans et devancer les pires menaces avant même qu'elles ne soient mises au jour. Dans le monde dans lequel nous entrons, la seule voie qui conduira à la sécurité est la voie de l'action. Et ce pays agira.

George W. Bush
Président des Etats-Unis d'Amérique

(Allocution prononcée lors des cérémonies de remise des diplômes, le 1^{er} juin 2002.)

Note de la rédaction – Par une série d'articles et de textes de référence émanant d'experts du gouvernement des Etats-Unis, des milieux universitaires et du secteur privé, ce 22^e numéro des « Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » examine la menace que constituent les armes de destruction massive et leurs vecteurs. Il aborde également la question de la conception d'un nouveau cadre stratégique visant à faire face à cette menace.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis

LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE : LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE

SOMMAIRE

PREFACE	2
<hr/>	
<i>George W. Bush</i> <i>Président des Etats-Unis d'Amérique</i>	
● DOSSIER	
LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE : UNE PARADE AUX MENACES DU XXI^E SIECLE	5
<hr/>	
<i>John Bolton</i> <i>Sous-secrétaire d'Etat à la Maîtrise des armements et à la Sécurité internationale</i>	
COMMENT LES ETATS-UNIS CONÇOIVENT LA NON-PROLIFERATION	7
<hr/>	
<i>John Wolf</i> <i>Secrétaire d'Etat adjoint chargé de la Non-prolifération</i>	
LA DEFENSE ANTIMISSILE ET LES NOUVEAUX CONCEPTS DE DISSUASION	11
<hr/>	
<i>Kerry Kartchner</i> <i>Conseiller principal pour la politique de défense antimissile, Service de la défense stratégique et de théâtre</i> <i>Bureau de la maîtrise des armements, département d'Etat des Etats-Unis</i>	
LA REDUCTION DES ARMES NUCLEAIRES OFFENSIVES : LE PASSE ET LE PRESENT	16
<hr/>	
<i>Richard Davis</i> <i>Directeur du Service des négociations stratégiques, Bureau de la maîtrise des armements</i> <i>département d'Etat des Etats-Unis</i>	
LA DEFENSE ANTIMISSILE BALISTIQUE	20
<hr/>	
<i>David Martin</i> <i>Responsable adjoint chargé des relations stratégiques, Agence des Etats-Unis pour la défense antimissile</i>	
LA TRANSFORMATION DES RELATIONS AMERICANO-RUSSES	24
<hr/>	
<i>Matthew Cordova</i> <i>Directeur adjoint, Service des affaires politico-militaires et régionales</i> <i>Bureau des affaires européennes et eurasiennes, département d'Etat des Etats-Unis</i>	
LE FRONT AMERICANO-RUSSE CONTRE LE TERRORISME ET LA PROLIFERATION DES ARMES	29
<hr/>	
<i>Dick Lugar, sénateur des Etats-Unis</i>	
● ANALYSE	
LA TRANSFORMATION DES RELATIONS AMERICANO-RUSSES: LA POLITIQUE DE LA FORCE REMISE A SA JUSTE PLACE	33
<hr/>	
<i>Baker Spring</i> <i>Heritage Foundation</i>	

Michael O'Hanlon
Brookings Institution

Anthony Cordesman
Centre d'études stratégiques et internationales

© **SOURCES D'INFORMATION (EN ANGLAIS)**

COUVERTURE : (dans le sens des aiguilles d'une montre en partant de l'angle en bas à gauche) L'illustration montre les symboles des armes chimiques, biologiques et radiologiques/nucléaires, ainsi qu'un missile balistique.

**LES OBJECTIFS DE POLITIQUE
ETRANGERE DES ETATS-UNIS**

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts — « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » et « La Société américaine » — ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur Internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

Ils sont disponibles dans plusieurs formats électroniques afin d'en faciliter la consultation en ligne, le transfert, le téléchargement et la reproduction.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction:

Editor, U.S. Foreign Policy Agenda
Political Security — IIP/T/PS
U.S. Department of State
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
Etats-Unis d'Amérique
Adresse courrier électronique: ejeforpol@pd.state.gov

Veuillez noter qu'il est possible de consulter le présent numéro des « Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » sur Internet à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/ijps/0302/ijpsf/ijpsf0302.htm>

Directrice de la publication.....	Judith Siegel
Rédacteur en chef.....	James Hutcheson
Rédacteur en chef adjoint.....	David Denny
Version Internet.....	Wayne Hall
Rédacteurs.....	Brenda Butler
.....	Ralph Dannheisser
.....	Margaret Kammeyer
.....	Merle Kellerhals
.....	Margaret McKay
.....	Jody Rose Platt
.....	Jacquelyn Porth
Documentation.....	Sam Anderson
.....	Camille Lyon
.....	Rebecca Ford Mitchell
.....	Vivian Stahl
Assistante administrative.....	Tracy Nelson
Stagiaire.....	Rivers Powers
Conception graphique.....	Min Yao
Assistante graphique.....	Sylvia Scott
Traduction.....	Service linguistique
.....	IIP/G/AF
Maquette française.....	Africa Regional Services,
.....	Paris
Conseil de rédaction.....	George Clack
.....	Judith Siegel
.....	Leonardo Williams

LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE : UNE PARADE AUX MENACES DU XXI^E SIECLE

John Bolton

Sous-secrétaire d'Etat à la Maîtrise des armements et à la Sécurité internationale



Le nouveau cadre stratégique « reflète de façon appropriée non seulement les relations américano-russes de l'après-guerre froide, mais aussi les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité au XXI^e siècle », note John Bolton, sous-secrétaire d'Etat à la Maîtrise des armements et à la Sécurité internationale. Ce cadre stratégique, ajoute-t-il, que les présidents Bush et Poutine ont adopté lors de leur sommet de Moscou en mai dernier, prévoit « une réduction des armes nucléaires offensives, la création de systèmes de défense antimissile, le renforcement des mesures de non-prolifération et de contre-prolifération, et la coopération avec la Russie dans la lutte antiterroriste. »

Depuis les tragiques événements du 11 septembre, durant lesquels le monde a été témoin des mortelles ambitions des terroristes, le gouvernement Bush a agi promptement pour parer aux menaces terroristes imminentes et pour identifier les futures menaces. Même si les attaques lancées sur New York et Washington ont impliqué des moyens relativement rudimentaires, elles ont infligé des dégâts énormes et des pertes sans précédent. Dans notre lutte contre le terrorisme, nous devons être prêts à faire face à une escalade constante de l'intensité des attaques au moyen d'armes conçues pour faire de plus en plus de victimes et pour ravager notre infrastructure.

Nous sommes exposés depuis un certain temps aux dangers de la prolifération des armes de destruction massive, mais à présent, alors que les Etats-Unis s'emploient à débarrasser le monde du fléau du terrorisme, nous devons nous garder de négliger le danger réel et supplémentaire que peuvent constituer les armes chimiques, biologiques et nucléaires si jamais elles tombent entre les mains de terroristes. D'où l'avertissement lancé par le président Bush : « Toutes les nations membres de notre coalition doivent prendre au sérieux la menace d'un terrorisme d'une envergure catastrophique, d'un terrorisme doté d'armes biologiques, chimiques ou nucléaires. » Les dictateurs d'Etats hostiles tels que l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord possèdent déjà certaines armes de destruction massive et sont en train d'en mettre d'autres au point. Leurs alliés terroristes cherchent à acquérir de telles armes et ils ne laisseraient passer aucune occasion de s'en servir contre nous.

Un examen de l'environnement de la sécurité révèle très clairement l'existence d'un lien étroit entre les Etats parrains du terrorisme et la propagation des armes de destruction massive. Nous pensons qu'à de très rares exceptions, les groupes terroristes n'ont pas acquis et ne peuvent pas acquérir de telles armes sans l'appui d'Etats. C'est pourquoi nous agissons pour mettre un terme au parrainage du terrorisme par les Etats et pour dénoncer ceux qui se dotent d'armes de destruction massive, souvent en violation des traités internationaux de non-prolifération.

Pour parer d'urgence à ces menaces, le gouvernement Bush considère que les concepts du temps de la guerre froide tels que la destruction mutuelle assurée, à savoir la menace d'une frappe de riposte massive à une provocation, et l'endiguement ne sont plus de mise. Ces tactiques se justifiaient lorsque la plus grande menace à laquelle nous étions exposés provenait d'une superpuissance nucléaire ennemie. Ce n'est plus le cas dans un monde où des terroristes itinérants se tiennent prêts à agir à la demande de régimes dictatoriaux hostiles aux Etats-Unis et à leurs alliés. La donne internationale en matière de sécurité a changé et nous devons adapter nos défenses et nos ressources en conséquence.

Face à cette nouvelle situation, les présidents Bush et Poutine ont convenu lors de leur sommet de mai 2002 à Moscou d'appliquer une nouvelle stratégie globale en matière de sécurité dite « Nouveau cadre stratégique ». Le nouveau cadre stratégique comporte une réduction des armes nucléaires offensives, la

création de systèmes de défense antimissiles, le renforcement des mesures de non-prolifération et de contre-prolifération, et la coopération avec la Russie dans la lutte antiterroriste. Il est issu de la conviction qu'en cette période d'après-guerre froide, des relations plus coopératives entre la Russie et les Etats-Unis autorisent de nouvelles solutions en matière de maîtrise des armements.

En conséquence, les présidents Bush et Poutine ont signé un document historique en vertu duquel ils s'engagent à réduire les forces nucléaires stratégiques de leurs pays au cours des dix prochaines années pour les ramener à un total de 1 700 à 2 200 ogives stratégiques opérationnelles déployées. Cette place réduite faite aux armes nucléaires offensives constitue une composante clé du nouveau cadre stratégique, parallèlement à un nouveau concept de dissuasion fondé sur une défense antimissiles limitée. En juin dernier, les Etats-Unis se sont officiellement retirés du Traité de limitation des systèmes de missiles antimissiles (Traité ABM), ce qui leur permettra de mettre au point et de déployer un système pour se protéger de la menace des missiles balistiques des Etats voyous. Le Traité ABM, signé entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en 1972, posait des problèmes fondamentaux aux Etats-Unis forcés de se défendre contre la menace croissante des missiles, menace qui n'existait pas lors de la signature du Traité. Ce dernier faisait également obstacle à l'instauration de relations normalisées et constructives avec les Russes, étant fondé comme il l'était sur la notion de destruction mutuelle assurée datant de la guerre froide. Les Etats-Unis ont d'ores et déjà entrepris des travaux de construction de six silos de missiles intercepteurs de missiles à Fort Greely (Alaska), et ils prévoient de déployer des défenses échelonnées, à partir du sol, de la mer et de l'air, qui les protégeront d'une attaque limitée au moyen de missiles, eux, leurs amis et leur alliés. Nous entendons collaborer avec la Russie et avec nos alliés à la recherche et au développement d'un tel système, car ils ne sont pas non plus à l'abri des missiles des Etats voyous.

Mettre fin à l'expansion des techniques de missiles et d'armements nucléaires au moyen d'efforts de non-

prolifération constitue un autre volet critique du nouveau cadre stratégique. Les présidents Bush et Poutine ont convenu de renforcer leur coopération en matière de prévention de la propagation des armes de destruction massive. Les Américains et les Russes ont réaffirmé leur soutien à d'importants traités internationaux tels que le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), la Convention sur les armes biologiques et la Convention sur les armes chimiques, et les Etats-Unis continueront d'insister sur le plein respect de ces instruments de la part de leurs signataires. Outre ces traités mondiaux, des régimes multilatéraux, tels que le Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM) et l'Arrangement de Wassenaar, jouent également un rôle critique en limitant les exportations de techniques sensibles ou à double usage.

Nous discutons régulièrement avec les Russes au sujet des préoccupations que nous inspirent la prolifération des techniques de missiles qui résulte des activités de certaines entités russes avec des pays tels que l'Iran. Nous nous sommes engagés à pousser la Russie à faire de vigoureux efforts pour mettre un terme à la prolifération en appliquant ses lois sur le contrôle des exportations et en punissant les transgresseurs. Nous devons veiller par dessus tout à ce que les auteurs éventuels d'activités de prolifération n'aient pas accès au matériel et aux techniques nécessaires à la mise au point d'armes de destruction massive.

L'arrangement global relatif à la sécurité résultant du nouveau cadre stratégique reflète de façon appropriée non seulement les relations américano-russes de l'après-guerre froide, mais aussi les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité au XXI^e siècle. Il s'agit en l'occurrence de menaces émanant de terroristes internationaux qui sont plus difficiles à isoler et à identifier, et de réels dangers découlant du risque de détournement de technologies biologiques, chimiques ou nucléaires par des forces hostiles. Le partenariat et la coopération entre les Etats-Unis et la Russie sont un objectif clé du gouvernement Bush depuis le début, et nos deux pays œuvreront de concert pour parer aux dangers qui nous menacent, nous et le reste du monde civilisé. ©

COMMENT LES ETATS-UNIS CONÇOIVENT LA NON-PROLIFERATION

John Wolf

Secrétaire d'Etat adjoint chargé de la Non-prolifération



Bloquer l'accès des proliférateurs à la technologie et à l'expertise relatives aux missiles constitue « une pierre angulaire » de la politique des Etats-Unis en matière de non-prolifération, déclare le secrétaire d'Etat adjoint chargé de ce dossier, M. John Wolf. Le haut fonctionnaire résume comme suit les défis essentiels que doivent relever les Etats-Unis dans ce domaine : réduire et arrêter la production des matières nécessaires à la fabrication d'armes de destruction massive (ADM) ; empêcher l'Iran d'acquérir des ADM et des missiles ; stopper la prolifération des armes nucléaires et des missiles tant en Asie du Sud qu'à partir de cette région ; durcir le contrôle des exportations, en particulier vis-à-vis de l'Irak ; et renforcer l'Agence internationale de l'énergie atomique.

« Tous les Etats [...] doivent prendre au sérieux la menace croissante que représente le terrorisme de niveau catastrophique : des terroristes armés d'armes biologiques, chimiques ou nucléaires [...] Certains Etats qui appuient le terrorisme cherchent à se doter, si ce n'est déjà fait, d'armes de destruction massive ; les terroristes sont assoiffés de ces armes, et ils s'en serviraient sans remords [...] Pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive, on n'a pas le luxe de commettre une erreur. On n'a pas le temps non plus de tirer les leçons des faux pas que nous pourrions commettre. Notre coalition doit agir de façon délibérée, mais l'inaction n'est pas une option. »

(Le président George W. Bush, dans un discours prononcé six mois après les attentats du 11 septembre.)

Le gouvernement des Etats-Unis attache depuis longtemps un caractère prioritaire aux démarches visant à mobiliser la communauté internationale pour empêcher les proliférateurs d'acquérir les matières, l'équipement, l'expertise et la technologie nécessaires à la mise au point des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs. Mais les attaques terroristes perpétrées le 11 septembre dernier et les décès dus au bacille du charbon qui ont suivi ont relancé l'urgence de la lutte contre la prolifération. Comme l'a clairement affirmé le président, cette mission dépasse le cadre d'un simple objectif de politique étrangère : cela en est une pierre angulaire, et c'est une bataille que nous devons gagner.

Ce qui est clair, aussi, c'est que la tâche qui nous attend revêt une complexité croissante à mesure que prolifèrent les ADM et la technologie relative aux missiles. De nos jours, la menace ne provient plus exclusivement d'Etats, et il faut se défier des extrémistes qui n'hésiteront pas à recourir aux ADM s'ils peuvent s'en procurer.

Par ailleurs, il y a lieu de s'inquiéter devant la recrudescence de l'instabilité régionale associée à la propagation des ADM et de leurs vecteurs. On le voit au Moyen-Orient ; on le voit en Asie de l'Est ; et on le voit surtout en Asie du Sud. En outre, les ADM et les missiles constituent une menace claire et directe pour les forces des Etats-Unis qui sont déployées dans le monde et pour celles de leurs alliés et amis.

Notre première priorité doit être de nous protéger contre l'emploi, la mise au point, le déploiement et l'exportation d'ADM et de missiles. En gardant cette considération à l'esprit, je voudrais vous présenter mes vues sur les principaux défis que nous devons relever en matière de non-prolifération à l'échelon mondial ainsi que les mesures que nous prenons pour y faire face.

LA REDUCTION ET L'ARRET DE LA PRODUCTION DE MATIERES ADM

En matière de non-prolifération, la tâche la plus urgente et la plus prioritaire à laquelle nous devons nous atteler consiste à trouver une solution au problème de l'accumulation de surplus d'ADM et de

matières, technologies et expertise connexes dans l'ancienne Union soviétique. Les Etats-Unis ont mis en place toute une panoplie de programmes de coopération en Russie et dans les nouvelles républiques eurasiatiques. Nous cherchons par là à aider ces pays non seulement à honorer leurs obligations en matière de maîtrise des armements, mais aussi à contrôler leurs surplus de matières relatives aux ADM (en particulier de surplus d'armes nucléaires) et à faire en sorte que les armes nucléaires, biologiques et chimiques, aussi bien que l'expertise en matière de missiles, ne tombent pas entre les mains d'Etats préoccupants ou d'organisations terroristes.

C'est pourquoi les actions des Etats-Unis visent à atteindre les objectifs suivants : accélérer les programmes destinés à protéger, à contrôler et à comptabiliser le matériel dans une quarantaine de sites répartis sur le territoire de l'ancienne Union soviétique en vue d'atténuer les vulnérabilités des matières fissiles ; sécuriser le matériel regroupé dans des sites consolidés ; et éliminer les surplus de matières fissiles, autrement dit les quantités en sus des besoins liés à la défense. En outre, nous redoublons d'efforts en vue de fermer une fois pour toutes les trois derniers réacteurs de la Russie qui produisent du plutonium de qualité militaire. De concert avec la Russie et nos alliés, nous cherchons à élaborer des programmes efficaces d'élimination du plutonium militaire et nous œuvrons avec le Kazakhstan en vue de sécuriser 300 tonnes de combustible usagé (contenant 3 tonnes de plutonium militaire) provenant de son surgénérateur BN-350.

Un autre domaine prioritaire concerne la double nécessité de sécuriser les agents biologiques pathogènes que possède l'ancienne Union soviétique et de reprendre les programmes d'assistance en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Russie. Les Etats-Unis sont préoccupés par le peu d'empressement que manifeste ce pays à honorer ses obligations en vertu de la Convention sur les armes biologiques et de la Convention sur les armes chimiques. Nous nous employons à trouver un terrain d'entente dans ce domaine avec la Russie. En outre, nous sommes acquis aux programmes de reconversion des scientifiques du Centre des sciences de Moscou et de Kiev et qui ont pour objet

d'empêcher que les spécialistes de l'armement de l'ancienne Union soviétique ne mettent leur expertise en matière d'ADM et de missiles à la disposition des proliférateurs et des terroristes.

EMPECHER L'IRAN D'ACQUERIR DES ADM ET DES MISSILES

Le grave danger de prolifération imputable à l'Iran comporte de multiples dimensions. L'Iran compte à son actif un ambitieux programme nucléaire, des programmes chimique et biologique de longue date et un programme relatif aux missiles balistiques en expansion rapide. Par ailleurs, l'Iran est un pays particulièrement actif dans son soutien des groupes terroristes. Il s'emploie sans relâche à améliorer tous les aspects de ses programmes relatifs aux ADM et aux missiles. Les efforts qu'il déploie clandestinement pour produire de la matière fissile s'avèrent particulièrement inquiétants. Que l'on ne se fasse pas d'illusions : l'Iran est déterminé à acquérir des armes nucléaires et il recherche activement l'aide de l'étranger pour arriver à ses fins.

Nous poursuivons notre dialogue avec la Russie sur ce point. A cet égard, nous nous trouvons contraints de mettre d'un côté de la balance les divers domaines de coopération qui se développent depuis un an et demi consécutivement aux réunions entre les présidents George Bush et Vladimir Poutine et, de l'autre, la poursuite de l'assistance que la Russie apporte à l'Iran en ce qui concerne les missiles, les techniques nucléaires sensibles et les armes classiques perfectionnées. Nous ne ménageons pas nos efforts en vue de convaincre la Russie que la coopération avec l'Iran sur tout ce qui touche à la technologie relative aux missiles et aux armes nucléaires ainsi qu'aux armes classiques déstabilisatrices met en péril tant la stabilité régionale que les propres intérêts de la Russie en matière de sécurité. Par ailleurs, nous prenons nos dispositions pour que la Chine et d'autres pays ne viennent pas se substituer à la Russie en ce qui concerne l'exportation en Iran de la technologie relative aux ADM et aux missiles. De même, une composante fondamentale du programme de travail que nous souhaitons poursuivre avec Pyongyang consiste à amener la Corée du Nord à cesser d'exporter en Iran et ailleurs tout ce qui a trait aux missiles.

METTRE FIN A LA PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES ET DES MISSILES EN ASIE DU SUD ET A PARTIR DE CETTE REGION

La menace que les programmes relatifs aux ADM et aux missiles fait planer sur la stabilité régionale n'est nulle part plus évidente qu'en Asie du Sud, où un million de soldats sont aujourd'hui déployés de part et d'autre de la frontière indo-pakistanaise. La présence d'ADM et de missiles dans la région a considérablement aggravé les dangers d'un mauvais calcul en temps de crise, et l'instabilité régionale qui en découle accroît grandement le risque que ces armes ne tombent entre les mains de terroristes. Pour autant, on ne peut envisager à court terme que l'Inde et le Pakistan renoncent à leurs armes nucléaires et aux missiles.

Si l'aggravation brutale des tensions entre l'Inde et le Pakistan nous rappelle à tous le danger pressant que constitue la prolifération effrénée, rien pour le moment ne permet d'établir avec certitude que ces deux pays ont tiré les conclusions voulues sur les périls des ADM et des missiles. Nous appelons de nos vœux l'adoption de mesures propres à renforcer la confiance: il s'agit, par exemple, de séparer les armes des vecteurs, de mettre fin à la production de matière fissile et de restreindre les programmes nucléaires et de missiles. Le durcissement du contrôle des exportations joue également un rôle essentiel si l'on veut éviter que l'Inde et le Pakistan ne deviennent des exportateurs ou des plaques tournantes des matières et des technologies sensibles. Le durcissement du contrôle des exportations, en particulier vis-à-vis de l'Irak

Toutes les démarches entreprises pour sécuriser ce qui touche aux ADM et aux missiles se révéleront vaines si nous ne sommes pas en mesure d'endiguer les transferts d'armes et de technologies sensibles en rapport avec les ADM et les missiles en procédant au renforcement du contrôle des exportations. Il est urgent que nous renforçons la mise en œuvre et l'application efficace du contrôle des exportations sur une base multilatérale et que nous ajoutions le terrorisme à la liste des attributions. En l'absence d'un haut degré de coopération entre les pays exportateurs et de transit, il n'est pas possible de contrôler efficacement les éléments et techniques à

double usage. L'adhésion aux lignes directrices et aux listes de pointage des régimes multilatéraux de contrôle des exportations revêt une importance essentielle à la réussite de notre action dans le domaine de la non-prolifération. Dans cet esprit, les Etats-Unis s'emploient à élargir leur coopération en matière de contrôle des exportations et d'assistance connexe relative à la sécurité des frontières avec un certain nombre de pays, en particulier ceux d'Asie centrale. Mais même en présence de lois bien intentionnées, il est essentiel que les gouvernements s'engagent à faire appliquer rigoureusement les mesures de contrôle et à punir de manière exemplaire tout contrevenant.

Le renforcement et l'application des mesures de contrôle des exportations revêtent un caractère particulièrement important dans le cas de l'Irak. Ce pays prend plaisir à manifester son hostilité vis-à-vis du monde; il continue de bafouer les obligations qui sont les siennes en sa qualité de membre de l'ONU et au titre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP); il appuie le terrorisme; et il poursuit ses programmes relatifs aux ADM, aux missiles et aux activités militaires classiques, en violation des résolutions du conseil de sécurité de l'ONU.

En mai 2002, le conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité la résolution 1409, laquelle met en place de nouveaux mécanismes de contrôle des exportations visant l'Irak afin d'empêcher ce pays de reconstituer ses programmes d'armement. En assouplissant les règles relatives au commerce des biens à usage strictement civil tout en maintenant les mécanismes de contrôle applicables aux produits à usage militaire, le conseil de sécurité montre clairement que la communauté internationale n'entrave aucunement les efforts qui sont consentis en vue de venir en aide au peuple irakien.

LE RENFORCEMENT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Conscients que le monde a failli se laisser bernier par l'Irak et au vu des nouveaux risques qui émanent de certains pays, tels l'Iran et la Corée du Nord, nous devons rehausser les mécanismes de sauvegarde visant les utilisateurs de l'énergie nucléaire, veiller au financement de ces mécanismes et donner à l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIEA) les moyens de déceler les activités non déclarées en matière d'armements. Le Protocole additionnel aux accords de garanties constitue à cet égard une nouvelle norme importante que tout pays doit accepter. En outre, l'AIEA joue un rôle de premier plan dans la vérification de l'Accord-cadre conclu avec la Corée du Nord.

Mais il faudra mobiliser davantage de ressources pour mener à bien ces nouvelles tâches. Nous devons veiller à ce que l'AIEA reçoive le soutien financier, technique et politique dont elle a besoin. Son conseil des gouverneurs a accepté des propositions qui visent à renforcer et à élargir les programmes de l'AIEA ayant trait à la protection des matières nucléaires, des sources de radioactivité et des installations nucléaires contre les actes de terrorisme à l'échelle mondiale. Les Etats-Unis sont résolument solidaires de telles initiatives et ils exhortent les Etats membres à mettre tout en œuvre pour que l'AIEA ait les moyens de les traduire dans la pratique.

Le renforcement de l'AIEA s'inscrit dans la logique de nos efforts visant à consolider les accords, pactes et organisations à caractère international qui portent sur la non-prolifération aussi bien qu'à cimenter leurs mécanismes d'application. Que les Etats-Unis accordent une grande importance aux efforts multilatéraux axés sur le contrôle des ADM et des technologies afférentes, tout le monde doit le savoir sans l'ombre d'un doute ; je tiens cependant à insister sur ce point. Les Etats-Unis sont profondément attachés aux traités internationaux en vigueur en matière de non-prolifération, dont le Traité de non-prolifération nucléaire, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques, ainsi qu'aux régimes de non-prolifération, tels le Comité Zangger, le Groupe des fournisseurs nucléaires, le Régime de contrôle de la technologie des missiles, l'Arrangement de Wassenaar et le Groupe Australie.

CONCLUSION

Les événements du 11 septembre ont conféré une nouvelle urgence au danger qui nous préoccupe tous

depuis quelque temps déjà, et de ce point de vue ils nous donnent une occasion d'agir. L'ampleur des attaques a souligné la nécessité de prendre dès maintenant des mesures énergiques pour réduire à néant l'éventualité d'attentats encore plus dévastateurs que pourraient perpétrer des groupes terroristes ou des Etats dévoyés. La prolifération des ADM et des missiles fait planer une menace urgente et profonde sur la sécurité de tous les Etats ; il faut donc réagir sans tarder.

- Tous les Etats doivent conférer à l'objectif de la protection contre la prolifération des ADM et des missiles un caractère impératif et primordial, les autres considérations lui étant secondaires.
- Les fournisseurs de techniques relatives aux ADM et aux missiles doivent cesser toute coopération dès maintenant. La protection contre les attaques lancées à l'aide d'ADM et de missiles constitue un impératif de premier ordre au sujet duquel il n'est pas permis de faire de compromis.
- Tous les Etats doivent renforcer les régimes de non-prolifération, tel le Groupe des fournisseurs nucléaires.
- Les Etats doivent immédiatement sécuriser au maximum leurs ADM et leurs missiles et venir en aide à ceux qui n'ont pas les ressources voulues pour en faire autant.
- De même, les Etats doivent rehausser sans délai l'efficacité de leurs systèmes de contrôle des exportations et aider les pays qui en ont besoin à prendre des dispositions dans le même sens.

Les Etats-Unis sont sensibles à la coopération et à l'assistance dont la communauté mondiale a fait preuve à leur égard depuis le 11 septembre. Nous avons maintenant bon espoir, en faisant fond sur cette coopération, de voir progresser les efforts déployés tous azimuts en faveur de la non-prolifération. Nous sommes maintenant parfaitement avertis du danger considérable que pose la prolifération des ADM et des missiles. Il nous appartient alors à tous d'agir de manière décisive. ●

LA DEFENSE ANTIMISSILE ET LES NOUVEAUX CONCEPTS DE DISSUASION

Kerry Kartchner

*Conseiller principal pour la politique de défense antimissile, Service de la défense stratégique et de théâtre
Bureau de la maîtrise des armements, département d'Etat des Etats-Unis*



Pour répondre aux menaces de notre époque, les Etats-Unis doivent revoir la façon dont ils conçoivent et pratiquent la dissuasion, affirme M. Kerry Kartchner, conseiller principal pour la politique de défense antimissile au sein du Service de la défense stratégique et de théâtre du Bureau de la maîtrise des armements du département d'Etat. « Nous devons repenser la dissuasion de manière à ce qu'elle soit proactive au lieu de se contenter de réagir aux situations qui se présentent », note-t-il.

L'ECHIQUELIER STRATEGIQUE

Le monde a changé radicalement depuis la fin de la guerre froide. Notre politique dans le domaine des affaires étrangères et de la défense était alors axée sur la gestion d'un affrontement militaire extrêmement dangereux entre deux superpuissances lourdement armées. L'OTAN et le Pacte de Varsovie étaient coincés dans une relation implacablement hostile, les deux camps étant de surcroît armés de dizaines de milliers d'armes nucléaires en état de haute alerte pointées l'un vers l'autre. Les Etats-Unis et leurs alliés dépendaient de leurs forces nucléaires pour dissuader non seulement les forces nucléaires soviétiques, mais aussi des forces classiques européennes fortes de plus d'un million d'hommes. C'est de ce contexte qu'est né le concept de destruction mutuelle assurée.

Le monde d'aujourd'hui est fondamentalement différent. Les conditions actuelles de sécurité ne ressemblent guère à celles du passé. Les capacités stratégiques russes ont pâti d'une décennie de déclin et les forces armées soviétiques, jadis formidables, se sont gravement détériorées sur tous les fronts. Pour la première fois depuis un demi-siècle, il est difficile de concevoir une situation dans laquelle nos relations avec la Russie pourraient se détériorer et déboucher sur un conflit armé. En fait, les anciens membres du Pacte de Varsovie sont aujourd'hui membres de l'OTAN; la Russie participe au maintien de la paix

dans les Balkans et fait partie du programme du Partenariat pour la paix de l'Alliance nord-atlantique.

Cependant, notre sécurité, et celle de nos amis et alliés dans des régions présentant un intérêt vital, est menacée. Nous faisons face à un ensemble de menaces plus diverses et moins prévisibles que dans le passé, menaces qui émanent à la fois de terroristes et d'Etats qui sortent des limites du droit international et qui cherchent à faire usage de la menace ou de la force pour réaliser leurs objectifs politiques, territoriaux et idéologiques. Si, durant la dernière décennie, nos capacités militaires ont réussi à dissuader ces Etats de lancer des attaques et à les battre lorsqu'ils sont passés aux actes, ces adversaires continuent de rechercher activement de nouveaux moyens de parvenir à leurs fins. La menace la plus grave provient sans doute d'Etats voyous dotés d'arsenaux d'armes chimiques et biologiques de plus en plus importants et, à l'avenir, d'armes nucléaires, ainsi que de missiles balistiques de plus en plus performants pour les lancer.

Dans une allocution prononcée à la National Defense University le 1^{er} mai 2001, le président Bush a déclaré: « La dissuasion ne peut plus reposer exclusivement sur la menace d'une riposte nucléaire ». Il a demandé que soient élaborés « de nouveaux concepts de dissuasion qui feront appel aux forces offensives ainsi qu'aux forces défensives ». Ces nouveaux concepts devraient contribuer à étayer

une stratégie globale visant à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de la technologie des missiles balistiques, stratégie dont les composantes devront produire les résultats suivants :

- Maintenir et améliorer les alliances fondamentales et redonner à nos amis l'assurance que nous sommes déterminés à veiller à la stabilité de l'ordre international, et que nos intérêts en matière de sécurité sont indissociables des leurs ;
- Relever les défis au lieu de les remettre à plus tard, ce qui a toujours pour effet d'aggraver les menaces et les dangers auxquels nous ferons face à l'avenir ;
- Refondre notre politique étrangère de manière à mieux intégrer toutes les sources d'influence dont nous disposons ;
- Dissuader nos adversaires d'employer des mesures hostiles tout en conservant notre capacité de les vaincre en cas d'agression.

Notre stratégie, pour être efficace, doit comprendre une vaste panoplie de politiques et de programmes, y compris des efforts dans les domaines de la non-prolifération et de la réduction des menaces, des mesures de contre-prolifération, et des capacités efficaces de riposte pour atténuer les conséquences de l'utilisation des armes de destruction massive (ADM). L'un des éléments essentiels dont dépend le succès de cette stratégie est la refonte de notre doctrine et de nos capacités militaires à la lumière des menaces actuelles. Ceci exigera une modification de notre attitude en matière de dissuasion. Les notions stratégiques et les forces militaires d'hier sont mal adaptées pour neutraliser les éléments les plus immédiats des menaces d'aujourd'hui. Il est donc impératif que nous opérions une transition vers un environnement de sécurité plus stable en révisant la façon dont nous concevons et pratiquons la dissuasion. Nous devons repenser la dissuasion de manière à ce qu'elle soit proactive au lieu de viser à réagir à une situation donnée. Face aux nouvelles menaces, la dissuasion exige des notions et des capacités nouvelles. L'examen de notre doctrine nucléaire, que nous avons récemment achevé, est un pas important dans cette direction. Il établit les

fondations d'une approche diversifiée de la dissuasion qui associe les capacités de frappe offensive classique et les défenses antimissiles, réduisant ainsi notre dépendance vis-à-vis des armes nucléaires.

UNE MENACE D'UNE NATURE NOUVELLE

Un certain nombre de facteurs font de la dissuasion face à ces nouvelles menaces une entreprise plus complexe et plus problématique. Tout d'abord, la discipline découlant de la nature bipolaire de la guerre froide n'est plus de mise. Les Etats de certaines régions ont davantage de possibilités d'acquérir les techniques et le savoir-faire nécessaires pour se doter d'armes de destruction massive et de missiles, et sont moins limités dans leur recours à la force contre leurs voisins.

En second lieu, alors que nous supposons que les responsables soviétiques étaient fondamentalement peu enclins à prendre des risques, les dirigeants de certains Etats adversaires se montrent disposés à courir des risques substantiels, même lorsque cela comporte des sacrifices majeurs pour leur population et de lourdes pertes de leur patrimoine national.

En troisième lieu, les conditions que nous estimions auparavant essentielles à l'efficacité de la dissuasion, notamment une bonne compréhension mutuelle et des communications efficaces, ne se réaliseront sans doute pas aussi facilement avec ces Etats.

Enfin, il n'est guère probable que l'on retrouve dans la nouvelle donne la symétrie d'intérêts qui existait dans les relations américano-soviétiques en matière de dissuasion, où la survie des deux parties était en jeu. Nos adversaires potentiels peuvent fort bien penser que si leur survie est en jeu dans un conflit régional, la nôtre ne l'est pas. Ils pourront donc calculer que si nous faisons face à des menaces gravissimes telles que celles de l'emploi d'ADM, nous pouvons nous permettre de reculer, chose qu'ils ne peuvent pas, eux, se permettre. Ceci réduit l'efficacité d'un recours à la seule menace d'une offensive comme méthode de dissuasion.

Ces Etats voient dans les missiles de longue portée des instruments de coercition de grande valeur pour

dissuader les Etats-Unis et leurs alliés de venir au secours des victimes visées. Les disparités, qui sont pourtant à notre avantage, en matière d'armes classiques aussi bien que nucléaires, sont d'une importance considérablement moindre dans ce genre de calcul désespéré, mais rationnel.

Nos adversaires peuvent calculer qu'il leur suffit de tenir quelques-unes de nos villes ou de celles de nos alliés sous le coup de leur menace pour nous empêcher d'intervenir. S'ils ne peuvent pas remporter la victoire par des moyens classiques lorsque les Etats-Unis interviennent, et s'ils sont néanmoins résolus à poursuivre des objectifs qui exigent l'usage de la force, ils doivent trouver un moyen d'empêcher les Etats-Unis et les autres coalisés d'entrer en lice et de compenser l'infériorité de leurs forces classiques. En conséquence, les ADM et les missiles sont devenus des armes de choix et non plus des armes de dernier recours comme nous le pensions précédemment et, de ce fait, la probabilité de l'emploi réel de telles armes, notamment lors des premières phases d'un conflit pour délimiter les champs de bataille militaires et politiques, est bien plus forte aujourd'hui que dans le passé.

LES ELEMENTS DE LA DISSUASION

La dissuasion continuera de dépendre de la perception de la part d'adversaires potentiels que les Etats-Unis et leurs alliés possèdent la volonté et les capacités de riposter à l'agression. Toutefois, le changement de la nature des menaces auxquelles nous faisons face exige un réalignement fondamental des éléments traditionnels de la dissuasion, à savoir : rassurer les amis et les alliés, être en mesure de riposter, être à même d'empêcher l'ennemi de se doter de capacités offensives (interdiction), et enfin dissuader l'ennemi, par des pressions diplomatiques, d'agir contre nous. Ces éléments réunis constituent depuis 50 ans notre stratégie de dissuasion. Malgré les fluctuations de l'importance relative de chacun de ces éléments dans notre stratégie d'ensemble, dues à l'évolution de la conjoncture politique, militaire et technologique, la dissuasion face à la menace soviétique reposait principalement sur une capacité immédiate de riposte massive au moyen de forces nucléaires. Nous croyions savoir ce à quoi les dirigeants soviétiques attachaient de la valeur et nous

maintenions la menace sur ces avoirs. Nos alliés et amis savaient que notre défense était inséparable de la leur et pensaient, en conséquence, que la dissuasion était rationnelle.

La place exclusive accordée à la riposte offensive, qui était peut-être justifiée lorsque notre tâche principale était de décourager l'expansion soviétique, n'a plus lieu d'être. La dissuasion face aux dirigeants des Etats voyous est un processus bien plus dynamique. Alors que nous chercherons, de notre côté, à les dissuader de faire usage de la force contre leurs voisins et d'employer leurs armes de destruction massive, ils chercheront, du leur, à se servir de ces mêmes armes pour nous dissuader de venir en aide à nos amis et alliés. Pour neutraliser ces menaces, nous ne pouvons plus compter principalement sur la perspective d'une riposte massive. Au contraire, nous devons nous attacher à restructurer les éléments de la dissuasion en accordant plus de poids à l'interdiction et aux pressions. Cette restructuration est porteuse de défis autant que de possibilités.

Le premier défi consiste à tirer parti des possibilités techniques pour mettre au point et déployer des défenses antimissiles efficaces qui dévalueront les armes de destruction massive et leurs vecteurs. L'émergence d'adversaires régionaux dotés d'armes chimiques et biologiques a déjà mis un accent nouveau sur les contre-mesures, tant actives que passives. L'acquisition par ces adversaires de missiles de plus longue portée capables de lancer des armes nucléaires confère une valeur encore plus grande aux défenses antimissiles, à la fois pour renforcer la dissuasion et pour permettre aux Etats-Unis et à leurs alliés d'intervenir et de l'emporter sur les théâtres des conflits si la dissuasion n'opère pas. En termes simples, une défense antimissiles efficace peut réduire la menace d'une attaque aux missiles contre nous ou nos alliés en en accroissant le coût et en menaçant de repousser une telle attaque si elle avait lieu. La dissuasion serait ainsi renforcée car une attaque serait alors perçue à la fois comme futile et risquée, puisqu'elle déclencherait une riposte dévastatrice.

Un second défi est celui de la restructuration, quantitative et qualitative, des capacités nucléaires des Etats-Unis. Une réduction du nombre d'armes

nucléaires aura pour effet de ramener les forces nucléaires américaines à un niveau adapté aux exigences actuelles, tout en conservant une capacité de réaction en cas de survenue d'événements imprévus. Elle se doublera d'un changement dans notre façon d'envisager les armes nucléaires en particulier et la dissuasion en général, tout en jetant de nouvelles fondations sur lesquelles s'appuieront les relations politiques américano-russes : des intérêts et des efforts communs face à des menaces partagées.

Un troisième défi consistera à examiner les techniques non nucléaires évoluées susceptibles de permettre l'emploi d'armes classiques contre des cibles dont la destruction n'est possible actuellement qu'au moyen d'armes nucléaires.

LES BESOINS EN MATIERE DE DISSUASION

La proportion des forces offensives et défensives variera en fonction des défis qui nous attendent. Elle sera déterminée en tenant compte des considérations suivantes :

Défis régionaux

Nos relations avec les Etats tels que la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran seront définies dans une grande mesure par les menaces qu'ils font peser sur nos intérêts et sur ceux de nos amis et alliés. Malgré toute leur diversité, ces Etats présentent un certain nombre de caractéristiques communes importantes. Ils définissent les Etats-Unis comme un ennemi qui constitue un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs. Une tendance claire se manifeste au sein de ces Etats : la poursuite agressive de programmes d'armes biologiques et chimiques et, pour certains, nucléaires. Chacun d'eux cherche à se doter de missiles balistiques de plus longue portée ; chacun parraine également le terrorisme international.

Outre le renforcement de la dissuasion globale, les défenses appuient les pressions diplomatiques. La volonté affirmée de déployer une défense contre les missiles balistiques de toutes portées signale clairement que ces engins risquent de ne pas avoir l'effet d'intimidation ni l'efficacité militaire recherchés. Ceci pourrait, en conséquence, amener certains Etats agressifs à renoncer à leurs

programmes de missiles balistiques. En outre, et c'est peut-être le point le plus important, les défenses antimissiles peuvent constituer une forme d'assurance indispensable en cas d'échec de la dissuasion, perspective bien plus probable que dans le passé. On pourra, grâce à ces défenses, repousser une attaque aux missiles et limiter les dégâts que l'ennemi cherchait à infliger.

La perspective d'une riposte écrasante est un élément critique de la dissuasion de l'emploi des ADM. Les forces visibles et déployables offrent peut-être la meilleure façon d'influencer les calculs des adversaires et de rassurer les alliés sur le théâtre d'un conflit. Le nombre d'armes nécessaires à cette fin est modeste, même si les adversaires devaient agir de concert.

Russie

Nos relations avec la Russie s'étendent sur une large gamme d'activités, politiques, économiques et militaires, ainsi qu'il est officiellement noté dans la Déclaration commune signée par les présidents Bush et Poutine lors du Sommet de Moscou, en mai 2002. Les Etats-Unis vont s'employer à poursuivre l'intégration de la Russie au sein de la communauté internationale et sa pleine adhésion aux normes et régimes internationaux. Plutôt que d'accepter l'héritage de relations antagonistes fondées sur des inventaires d'armes, des négociations interminables de limitation des armements et une hostilité réciproque, l'objectif des Etats-Unis sera de construire des relations positives reposant sur des objectifs communs et des intérêts mutuels. En conséquence, les besoins actuels des Etats-Unis dans le domaine nucléaire sont très différents et nettement inférieurs à ce qu'ils étaient durant la guerre froide, ce que reflète d'ailleurs le Traité sur la réduction des armes offensives stratégiques signé à Moscou le 24 mai 2002.

Chine

La Chine est une puissance montante en Asie. A l'instar de la Russie, elle attache une grande valeur aux capacités nucléaires et continuera de posséder un armement nucléaire significatif, même si ses forces nucléaires stratégiques resteront vraisemblablement très limitées.

Les Etats-Unis tâcheront d'éviter des relations antagonistes avec la Chine et s'efforceront au contraire d'établir des relations positives dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture. Le résultat de ces efforts, toutefois, dépendra dans une grande mesure des choix de la Chine.

La Chine a adopté une attitude qui consiste à attendre et voir venir à l'égard de la défense antimissiles des Etats-Unis et a choisi de ne pas réagir négativement à la décision américaine de se retirer du Traité ABM. Les Etats-Unis ont l'intention de saisir cette occasion de poursuivre leurs consultations avec les responsables chinois. Ils espèrent les convaincre que la défense antimissile ne vise pas la Chine et les encourager à ne pas réagir de manière excessive à l'évolution de leurs plans dans ce domaine.

LA DISSUASION DANS LE CONTEXTE DES ALLIANCES

Durant toute la guerre froide, les Etats-Unis ont défini leur position en matière de dissuasion et de défense de manière à refléter l'importance fondamentale de leurs engagements envers leurs alliés en Europe et en Asie. Ils accordaient une garantie explicite de sécurité à leurs alliés, appuyée par d'importantes capacités nucléaires et classiques et par le déploiement avancé de troupes américaines fortes de centaines de milliers d'hommes. Les armes nucléaires constituaient une base indispensable de stabilité dans le contexte de ces alliances. La participation des alliés au risque nucléaire, le partage du fardeau nucléaire et, dans certains cas, le rôle qu'ils assumaient eux-mêmes dans ce domaine, constituaient une composante essentielle de notre détermination collective de parer aux menaces communes par la dissuasion.

Aujourd'hui, même si les menaces sont fondamentalement différentes, nos alliés restent un élément essentiel de notre politique en matière de dissuasion. Comme il a été démontré lors de la guerre du Golfe, notre aptitude à mener des opérations militaires dans les régions où nos intérêts sont en jeu dépendra de nos alliés, à la fois en tant qu'hôtes et en tant que partenaires au sein d'une coalition. Nos adversaires sont conscients de l'importance vitale de ces relations et perçoivent les ADM et les missiles balistiques comme étant les meilleurs moyens dont ils disposent pour dissoudre les coalitions prêtes à agir contre eux. En exposant nos amis et alliés d'Europe et d'Asie à des risques, ils peuvent espérer forcer nos éventuels partenaires à s'abstenir d'appuyer nos opérations militaires, soit en nous refusant l'autorisation d'utiliser des installations critiques, soit en restant sur la touche lors des opérations de combat. Pour cette raison, nos défenses antimissiles doivent être capables de protéger non seulement nos forces et nos territoires, mais également ceux de nos alliés. Par ailleurs, nos forces nucléaires offensives doivent continuer de donner à nos alliés l'assurance que notre sécurité collective est indivisible. ©

LA REDUCTION DES ARMES NUCLEAIRES OFFENSIVES : LE PASSE ET LE PRESENT

Richard Davis

*Directeur du Service des négociations stratégiques, Bureau de la maîtrise des armements
département d'Etat des Etats-Unis*



Le nouveau Traité de Moscou, en vertu duquel les Etats-Unis réduiront le nombre de leurs têtes nucléaires stratégiques de près des deux tiers « n'est pas simplement un nouveau traité, mais un traité d'un genre nouveau », affirme Richard Davis, directeur du Service des négociations stratégiques du Bureau de la maîtrise des armements du département d'Etat. Ce nouvel instrument reflète la confiance mutuelle et la coopération qui caractérisent désormais les relations stratégiques américano-russes en offrant « à chaque Partie une souplesse appréciable pour faire face aux imprévus ».

LES PREMIERES DEMARCHES

Dès le début de l'ère atomique, les experts ont débattu de la question de savoir comment les armes nucléaires pourraient faire l'objet de contrôles internationaux. Au cours des années 1950, ces débats étaient en grande partie théoriques, étant donné que les Etats-Unis et l'Union soviétique cherchaient alors à mettre au point et à déployer les arsenaux qu'ils estimaient nécessaires pour répondre à leurs exigences militaires et politiques. Dans les années 1960, les préoccupations croissantes du public concernant la course aux armements nucléaires et les effets des essais nucléaires ont abouti à la conclusion de grands accords internationaux, notamment le Traité d'interdiction des essais dans l'atmosphère, le Traité de limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et le Traité sur la non-prolifération. Toutefois, si ces accords ont pu dans une certaine mesure limiter la portée de la course aux armements et des essais nucléaires, ils n'ont pas empêché les deux superpuissances de continuer de se constituer des arsenaux nucléaires stratégiques.

Dans les années 1970, les démarches entreprises dans le cadre des Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT) afin de freiner la course aux armements ont permis de maintenir le dialogue entre les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique, mais ont peu fait pour ralentir la mise au point et la production d'armes nucléaires plus puissantes et plus précises.

La controverse politique concernant l'accord SALT II de 1979, associée à l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques à la fin de cette année là, ont mis fin aux perspectives immédiates d'arrêt de la course aux armements.

DE REELLES REDUCTIONS

Au cours de la période 1985-1991, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont pris une série d'initiatives spectaculaires pour réduire la menace de guerre nucléaire. L'un des grands objectifs de la politique étrangère du gouvernement Reagan était de négocier une nouvelle sorte de traité, qui ne se contenterait pas de limiter l'augmentation du nombre d'armes stratégiques s'accumulant dans les arsenaux des deux superpuissances, mais qui exigerait en fait une réduction significative de ces arsenaux. Le Sommet Reagan-Gorbatchev, tenu à Reykjavik en 1986, a marqué le début d'un processus qui a repoussé les limites du possible au-delà de tout ce qui avait été négocié auparavant et qui a préparé le terrain à tous les traités de réduction des armements qui ont suivi. Ce processus s'est déroulé durant les gouvernements Reagan et George H.W. Bush. Ses résultats, à savoir le Traité FNI (Forces nucléaires de portée intermédiaire) et le Traité de réduction des armes stratégiques, dit Traité START, étaient novateurs à plusieurs titres. Le résultat du Traité FNI de 1987 a été, première historique, de supprimer toute une catégorie d'armes nucléaires, à savoir tous les

missiles de courte et moyenne portée que possédaient les Etats-Unis et l'Union soviétique. En vertu du Traité START de 1991, les deux camps ont réduit leurs armes stratégiques offensives de plus de 40%. Ces deux traités ont également innové en prévoyant de vastes régimes de vérifications par intrusion qui permettaient de vérifier sur place les réductions et les déclarations des Parties.

L'effondrement de l'Union soviétique, au début des années 1990, a fait apparaître clairement une réduction considérable de la nécessité de prévenir une guerre entre l'Est et l'Ouest en Europe. Toutefois, malgré les succès des Traités START et FNI en matière d'armes nucléaires stratégiques et de théâtre, il restait dans les arsenaux de l'OTAN et de la Fédération de Russie des milliers d'armes nucléaires dites « tactiques », depuis les bombes à gravitation conçues pour être larguées à partir de petits avions, jusqu'aux mines terrestres, torpilles et grenades sous-marines nucléaires. En septembre 1991, le président Bush et le président Gorbatchev de l'Union soviétique ont pris parallèlement une mesure initiale importante pour remédier à cette situation en décidant de retirer la plupart des armes nucléaires non stratégiques de leurs positions de déploiement. Ces mesures, prises sans le bénéfice d'un accord officiellement négocié, ont eu pour effet d'opérer le regroupement de toutes les armes nucléaires soviétiques de courte portée sur le territoire même de la Fédération de Russie, opération achevée en juin 1992, et l'entreposage de toutes les armes nucléaires des navires de surface et des sous-marins d'attaque américains et russes.

En outre, afin de diminuer encore les tensions et d'encourager la Russie, au lendemain de la tentative de coup d'Etat perpétrée à Moscou en 1991, à baisser son niveau d'alerte nucléaire, le président Bush a annoncé de vastes mesures unilatérales ayant trait aux systèmes stratégiques. Parmi ces mesures figuraient la fin de l'état d'alerte pour les bombardiers stratégiques, l'accélération de la désactivation des missiles devant être éliminés en vertu du Traité START et l'arrêt de la mise au point de systèmes mobiles, par route et par voie ferrée, de missiles balistiques intercontinentaux. La Russie a pris des mesures analogues. Grâce à de telles initiatives, le terrain était prêt pour la prompte ratification du Traité START.

MISE EN ŒUVRE CONCRETE DES TRAITES

Le processus de mise en œuvre des accords de réduction des armes nucléaires s'est avéré compliqué, en particulier sur l'arrière-plan de l'effondrement de l'Union soviétique et de la naissance des nouveaux Etats qui lui ont succédé. Les futurs historiens débattront de la question de savoir si l'ouverture accrue qui a entouré la mise en œuvre des Traités START et FNI a contribué à une détente plus générale des relations entre les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique.

Les commissions d'application mises en place dans le cadre des Traités FNI et START jouent un rôle permanent et veillent à leur mise en œuvre effective. Le Traité START, en particulier, contient des centaines de pages de dispositions minutieuses prévoyant une multitude de détails, allant du type de matériel que les inspecteurs sont autorisés à utiliser lors des inspections jusqu'au formatage des données télémétriques diffusées par les missiles lors des essais en vol en vue de l'échange de ces données avec l'autre camp.

Les inspections, qui étaient jadis pratiquement les seuls contacts entre les forces armées américaines et soviétiques, font aujourd'hui partie d'une foule d'autres activités, allant des échanges militaires et des exercices d'entraînement conjoints à la création à Moscou d'un centre commun américano-russe qui permettra d'échanger les données d'alerte avancée sur les lancements de missiles. Paradoxalement, les millions de dollars d'aide octroyés par les Etats-Unis aux Etats de l'ex-Union soviétique pour les aider à démanteler leurs arsenaux stratégiques vieillissants servent souvent à payer des sous-traitants américains qui, dans certains sites, démontent les dispositifs dont les inspecteurs américains viennent établir l'inventaire.

Il serait toutefois erroné de considérer les inspections associées aux traités et les autres activités de surveillance en cours comme des reliques du passé. Chacun des aspects du nouvel esprit d'ouverture qui règne entre nos deux pays apporte sa contribution spécifique, et les inspecteurs sont autorisés à se rendre en des lieux et à vérifier des données auxquels nous ne pourrions pas accéder autrement. Ce sont des

composantes certes partielles, mais non négligeables, de nos nouvelles relations.

UNE ŒUVRE ENCORE INACHEVÉE

Les mécanismes de vérification du Traité START restent des instruments utiles et productifs pour les deux parties, mais les stocks d'armes nucléaires hérités de la guerre froide restent importants, plus qu'il n'est nécessaire pour assurer aujourd'hui la sécurité nationale des Etats-Unis. Le Traité START a réduit le nombre d'armes stratégiques nucléaires d'environ 40 % par rapport à leur niveau maximum du temps de la guerre froide, mais il reste près de 6000 ogives nucléaires déployées de chaque côté. Ni les Etats-Unis ni la Russie n'ont besoin d'un tel arsenal. Toutefois, la combinaison de diverses restrictions imposées par le Congrès, de la nécessité d'assurer la prévisibilité face à un avenir incertain et de la difficulté de suivre l'évolution de la conjoncture politique mondiale a laissé aux deux camps des stocks d'armes nucléaires qui dépassent leurs besoins et leurs désirs.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, le gouvernement Bush s'est trouvé face à une situation paradoxale dans le domaine des armements nucléaires. L'arsenal nucléaire était largement supérieur à ce dont les Etats-Unis et la Russie avaient besoin pour satisfaire leurs préoccupations légitimes de sécurité. Pourtant, durant les années 1990, aucun des deux pays n'estimait qu'il pouvait réduire cet arsenal inutile en l'absence d'un accord officiel. Les inspections du Traité START se déroulaient relativement sans heurts, apportant d'utiles informations sur les forces des deux côtés, mais elles étaient assorties d'un monceau de règles résultant des procédures détaillées énoncées dans l'optique de la guerre froide.

Il fallait à l'évidence faire quelque chose. Il n'était pas question de négocier un nouveau traité de portée et de précision égales au Traité START. De toute façon, l'antagonisme et la méfiance de l'époque de la guerre froide s'étaient atténués. De plus, le Traité START était encore en vigueur et il était inutile de le reproduire à un deuxième exemplaire. En outre, toute modification de ce traité aurait donné lieu à des négociations longues et complexes. Si les craintes de

la guerre froide s'étaient dissipées, la rédaction de clauses régissant l'inspection des installations où chacune des deux parties produisait, entreposait ou démontait des armes nucléaires aurait exigé des négociations supplémentaires laborieuses et l'imposition de règles de plus en plus contraignantes et complexes. Se rendre sur un terrain d'aviation pour compter les bombardiers est une chose ; pénétrer dans une usine de fabrication d'armements nucléaires en est une autre.

Dans une importante allocution de politique étrangère prononcée à la National Defense University le 1^{er} mai 2001, le président Bush a déclaré que les Etats-Unis devaient « dépasser les contraintes du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles vieux de trente ans » et le remplacer par « un nouveau cadre ». Sans préciser en quoi ce nouveau cadre consisterait, M. Bush a réaffirmé son intention de déployer des dispositifs de défense antimissiles balistiques ainsi que de procéder à des réductions supplémentaires de l'arsenal nucléaire américain. « Mon objectif est d'agir promptement pour réduire les forces nucléaires », a-t-il signalé.

Conformément à sa promesse de réduire le nombre total d'ogives nucléaires stratégiques déployées pour le ramener à un niveau approprié au regard des besoins de protection des intérêts des Etats-Unis, le président Bush a décidé de rechercher une nouvelle solution. Lors d'un sommet avec le président Poutine tenu à Crawford (Texas) en novembre 2001, M. Bush a annoncé que les Etats-Unis avaient l'intention de réduire, au cours de la prochaine décennie, le nombre de leurs ogives nucléaires opérationnelles déployées dans une fourchette de 1 700 à 2 200. Peu après, le président Poutine annonçait l'adoption d'un objectif analogue pour la Russie. Ensuite, les deux chefs d'Etat convenaient d'entreprendre la rédaction d'un accord consignant leur projet et ayant force obligatoire.

Moins de six mois plus tard, les présidents Bush et Poutine signaient le Traité de Moscou sur la réduction des armes stratégiques offensives. En vertu de ce traité, les Etats-Unis et la Russie réduiront le nombre de leurs ogives nucléaires stratégiques pour les ramener à un niveau compris entre 1 700 et 2 200 d'ici au 31 décembre 2012, soit une réduction de près de deux tiers par rapport aux niveaux actuels. Ce

nouveau traité qui lie les Parties codifie les réductions substantielles annoncées par les présidents Bush et Poutine.

LE NOUVEAU REGIME

Le Traité de Moscou n'est pas simplement un nouveau traité. C'est un traité d'un genre nouveau. Il reflète la confiance mutuelle et la coopération qui caractérisent les nouvelles relations stratégiques américano-russes en offrant à chaque Partie une souplesse appréciable pour faire face aux imprévus.

Il est simple, ne comptant que cinq articles et 485 mots, long de deux pages à peine, sans annexes ni protocoles, contrairement aux 47 pages et aux 19 articles du Traité START, avec ses centaines de pages d'annexes et de protocoles. Il accorde aux deux Parties toute liberté de procéder aux réductions selon diverses modalités, qui pourront consister, par exemple, à retirer les ogives nucléaires des bases de bombardiers et des silos de missiles, ou à placer les missiles, les vecteurs et les bombardiers hors service opérationnel. A titre de comparaison, le Traité START établissait des règles de dénombrement précises qui obligeaient, parfois de manière peu réaliste, à un inventaire qui ne correspondait pas toujours au nombre réel des armes, et tout cela au nom de la stricte parité et d'une comptabilité sans ambiguïté.

La souplesse du nouveau traité laisse aux deux côtés la liberté de déterminer comment ils opéreront leurs réductions. Le ministre américain de la défense, M. Donald Rumsfeld, a annoncé que les Etats-Unis prévoyaient de désactiver leurs 50 missiles balistiques intercontinentaux Peacekeeper, équipés chacun de 10 ogives nucléaires, et de réaffecter au service classique quatre sous-marins Trident actuellement en mission stratégique. Les mesures supplémentaires que les Etats-Unis mettront en œuvre pour ramener le nombre d'ogives nucléaires stratégiques déployées dans une fourchette de 1 700 à 2 200 seront arrêtées à une date ultérieure. Certaines ogives serviront de réserve, d'autres seront entreposées et d'autres encore seront détruites. La Russie pourra, de même, choisir les modalités de réduction du nombre de ses têtes nucléaires.

Ce nouveau traité n'est qu'une composante d'un nouveau cadre stratégique qui redéfinira les relations américano-russes au cours des années à venir. Comme ses prédécesseurs, il reflète les courants dominants de son époque et en bénéficie. Comme ses prédécesseurs, il renforcera la stabilité et atténuera la menace de guerre nucléaire ; il répond également aux obligations qu'ont les Parties au Traité de non-prolifération de convenir à terme de dispositions de désarmement nucléaire. Contrairement à ses prédécesseurs, c'est un arrangement entre amis conclu à l'aube d'une époque nouvelle de réchauffement des relations, et qui à ce titre favorise la prévisibilité et l'ouverture. ©

LA DEFENSE ANTIMISSILE BALISTIQUE

David Martin

*Responsable adjoint chargé des relations stratégiques
Agence des Etats-Unis pour la défense antimissile*



Les Etats-Unis entendent œuvrer en étroite collaboration avec leurs alliés, ainsi qu'avec les armées et industries alliées, en vue de formuler un système global intégré qui posséderait « des capacités de détection, de poursuite, d'interception et de destruction des missiles balistiques assaillants, indépendamment de leur portée et à toutes les phases de leur vol », déclare M. David Martin, responsable adjoint chargé des relations stratégiques à l'Agence des Etats-Unis pour la défense antimissile (MDA, U.S. Missile Defense Agency). L'objectif fondamental du système envisagé, explique-t-il, « vise à défendre les forces et les territoires des Etats-Unis, de leurs alliés et de leurs amis aussitôt que techniquement possible ».

Si la fin de la guerre froide a atténué la probabilité d'un conflit mondial, force est de constater que la menace posée par les missiles étrangers n'a cessé de croître à mesure que s'est répandue la technologie de pointe des missiles. A l'heure actuelle, vingt-cinq pays au moins possèdent – ou sont en train d'acquérir – des armes nucléaires, biologiques et chimiques (NBC). Depuis 1980, des missiles balistiques ont été employés dans le cadre de six conflits régionaux. La prolifération des armes de destruction massive et des missiles balistiques et de croisière qui pourraient leur servir de vecteurs font peser une menace directe et immédiate sur la sécurité des forces et personnels militaires des Etats-Unis déployés dans des théâtres d'opérations à l'étranger, sur celle de nos alliés et amis, et sur celle de notre propre pays. Devant l'évolution de l'environnement géopolitique, le ministère de la défense a restructuré sa conception de la défense antimissiles balistiques.

UNE SOLIDE DEFENSE EN PROFONDEUR

En règle générale, les missiles balistiques possèdent un élément fondamental en commun : ils suivent une trajectoire balistique qui se déroule en trois phases, à savoir la phase de propulsion, la phase de mi-course et la phase terminale. Traditionnellement, les systèmes de défense antimissiles entrent en jeu pendant la phase terminale ; c'est le cas de l'ancien programme Safeguard des Etats-Unis, du système russe antimissiles balistiques (ABM) déployé autour de Moscou et du système Patriot utilisé aujourd'hui.

La phase terminale de la trajectoire d'un missile balistique dure normalement moins d'une minute, selon le rayon d'action du missile en question. Dès lors, les systèmes défensifs doivent se trouver très proches de la cible pour déjouer l'attaque, et seule une zone de petite superficie peut être défendue. A ce stade, les contre-mesures se révèlent moins problématiques. Les systèmes défensifs conçus dans la perspective de la phase finale servent essentiellement à protéger des aires de superficie limitée, tels des installations, des postes et des terrains d'atterrissage, ou encore des concentrations de troupes et des zones de déploiement d'attente.

La phase de mi-course – durant laquelle les interceptions se font dans l'espace et non dans l'atmosphère terrestre – est celle qui offre le plus de chances d'intercepter un missile. Le missile n'étant plus en phase de poussée, il suit une trajectoire plus facile à prévoir. Comme l'intercepteur a davantage de temps pour neutraliser l'objectif, on a besoin de moins de sites intercepteurs pour défendre des superficies de plus grande étendue. Le revers de la médaille, malheureusement, c'est que l'attaquant a davantage de temps pour opposer des contre-mesures à un système défensif. D'un autre côté, le système défensif bénéficie d'un temps de réaction plus long pour observer et détecter les parades dont seraient dotées les têtes assaillantes.

La phase de propulsion correspond à la partie du vol pendant laquelle le missile s'élance dans l'atmosphère en tentant d'acquiescer la vitesse nécessaire pour atteindre sa cible. Cette phase dure généralement entre une et cinq minutes, suivant la portée de l'engin. Dans le contexte d'une défense antimissiles balistiques, c'est le moment idéal pour intercepter un missile. Si celui-ci transporte une arme chimique, biologique ou nucléaire, ce qui restera de l'engin après sa destruction retombera sans avoir atteint sa cible, parfois même dans le pays d'où il aura été lancé.

Toutefois, la mise en place d'une défense antimissile en phase de propulsion présente de grosses difficultés. D'abord, cette phase est relativement courte. En d'autres termes, les détecteurs ont très peu de temps pour déceler le lancement et communiquer des données fiables concernant le missile. Ensuite, le missile intercepteur doit se trouver très près du missile en accélération, ou alors être extrêmement rapide. Un système laser à haute énergie pourrait atténuer, voire éliminer, certaines des complications associées à l'emploi d'intercepteurs en phase de propulsion.

COMMENT LES ETATS-UNIS CONÇOIVENT LA DEFENSE ANTIMISSILE BALISTIQUE (BMD)

L'objectif fondamental du système BMD à l'étude vise à défendre les forces et les territoires des Etats-Unis, ainsi que de leurs alliés et amis, aussitôt que techniquement possible. L'architecture envisagée se composera d'un seul système BMD pleinement intégré, lequel sera capable d'intercepter toutes les classes de missiles balistiques, des missiles tactiques à courte portée aux missiles stratégiques intercontinentaux. Ce système se révélera d'autant plus robuste qu'il fera appel à des mécanismes gradués de défense déployés par couches et qui reposeront sur l'intervention complémentaire d'intercepteurs, de détecteurs et de systèmes de gestion et de contrôle de l'engagement (BMC2) de façon à multiplier les occasions de détruire les missiles assaillants dans les trois phases de leur trajectoire. Cette démarche est structurée de façon à s'adapter plus facilement aussi bien aux incertitudes de l'évolution de la menace qu'aux modifications des

considérations techniques, du calendrier et des coûts prévus inhérentes à la construction des systèmes de défense antimissiles. Le ministère de la défense recherchera les techniques et stratégies qui s'avèrent prometteuses dans l'optique du bouclier BMD de façon à accélérer la mise en place d'un système efficace, fiable et d'un coût abordable. Au nombre de celles-ci figurent les systèmes de destruction par énergie cinétique (techniques d'interception directe par collision) et par énergie dirigée, avec diverses options suivant que les intercepteurs seront basés au sol, en mer ou dans l'air. Nous tenons aussi à mettre à la disposition de nos commandants militaires des systèmes à la maturité confirmée et qui auront été adéquatement testés dans des situations réalistes.

Le système de défense en phase terminale (TDS, Terminal Defense Segment) fournit des capacités de défense qui engagent et détruisent les missiles balistiques assaillants dans la phase terminale de leur trajectoire. Ses principaux éléments regroupent le système de défense ponctuelle de théâtre à haute altitude (THAAD), le PAC-3 (Patriot Advanced Capability-3), le système de défense élargi à moyenne altitude (MEADS, Medium Extended Air Defense System) et une capacité de défense basée en mer, en phase terminale. Le PAC-3, la version la plus perfectionnée des dispositifs à l'étude à la MDA, fait fond sur la structure de force qui caractérise son prédécesseur, le « Patriot », et il a pour mission de neutraliser les missiles balistiques de courte et de moyenne portées de même que les missiles de croisière, les missiles anti-radiation et les avions avancés. Le PAC-3, qui repose sur le principe de la neutralisation directe par collision, a réussi plus de 90 % de ses interceptions durant la phase des essais. Il faut encore analyser les résultats des tests opérationnels, et une décision devrait être prise sous peu quant à sa production. Nous comptons que nos alliés qui possèdent déjà des Patriots voudront se procurer ce nouvel intercepteur.

Le Programme terminal basé en mer, qui vise à faire fond sur un solide système intégré d'alerte antimissile avancée couplé au sol et aéroporté (AEGIS), demeure un impératif, et ce malgré le retrait du Système naval de défense (Standard Missile-2 Block IV A). Le programme terminal basé en mer assurera une défense antimissiles pour les

effectifs expéditionnaires déployés en ligne avant en temps de guerre. On prévoit de tenter des expériences qui visent à élargir la mission du Standard Missile-2 Block IV et du nouveau Standard Missile-3 en vue de déterminer la pertinence de cette combinaison d'intercepteurs.

Enfin, le MEADS, à caractère trinational (Etats-Unis, Allemagne, Italie), représentera une amélioration considérable sur le plan de la mobilité tactique et du déploiement stratégique par rapport aux systèmes de missiles comparables et il offrira une robuste protection sur 360 degrés, aux forces en manœuvre et autres personnels essentiels déployés en ligne avant, contre les missiles balistiques de courte et de moyenne portées, les missiles de croisière et autres missiles assaillants à carburant atmosphérique, tout au long de l'ensemble des phases d'opérations tactiques. Dans un premier temps, le MEADS remplacera les systèmes de défense aérienne qui ont pris de l'âge (tel le Hawk amélioré) mais, à long terme, il prendra la place du Patriot à mesure que celui-ci atteindra la fin de sa mise en service.

Le THAAD est destiné à intercepter les missiles balistiques de courte à moyenne portée à haute altitude et dans un rayon éloigné. Ce programme est conçu pour protéger contre les missiles assaillants les forces armées des Etats-Unis et de leurs alliés, leurs installations dispersées sur une aire étendue et les centres de population. Le programme Arrow (mis au point par Israël avec l'appui des Etats-Unis) donne aujourd'hui à Israël la capacité de se défendre contre les missiles balistiques de courte et de moyenne portées.

Comme son nom l'indique, le Système de défense pendant la phase de mi-course (MDS, Mid-course Defense Segment) développe des capacités constamment améliorées contre les missiles balistiques, en particulier ceux de plus longue portée, pendant la phase de mi-course du vol. Le cas échéant et au vu des bons résultats obtenus au stade de la mise au point, le MDS pourrait présenter une certaine capacité de défense avancée. Les principales composantes de ce système sont la Défense en mi-course basée à terre (GMD, Ground-Based Midcourse Defense) et la Défense en mi-course basée en mer (SMD), les successeurs de la Défense

antimissile nationale (National Missile Defense) et du Système opérationnel tactique de la Marine (Navy Theater Wide). Conjuguée à la GMD, la SMD pourrait constituer une capacité de défense complète et souple pendant la phase de mi-course. En outre, les éléments basés en mer permettent l'interception des missiles dans les premiers temps de leur phase ascendante, ce qui diminue la susceptibilité globale du système BMD aux contre-mesures. A ce jour, le GMD a réussi quatre des six tentatives de destruction par collision directe de missiles stratégiques lors d'essais réalisés au polygone Ronald Reagan, dans le Pacifique. En outre, des interceptions par impact direct ont été réalisées par des engins montés sur des croiseurs de classe AEGIS.

Le système de défense en phase de propulsion (BDS, Boost Defense Segment) offre des capacités de défense fondées sur l'interception et la destruction de missiles balistiques assaillants pendant la phase de propulsion de leur trajectoire. Cette phase correspond à la partie du vol du missile qui va du lancement à la combustion complète des systèmes de propulsion, c'est-à-dire jusqu'au moment où le missile entre dans la phase balistique du vol, à mi-course. En règle générale, toute la phase de propulsion se déroule à une altitude inférieure à 200 kilomètres et pendant la tranche des 60 à 300 premières secondes du vol. Pour neutraliser les missiles balistiques à ce stade, plusieurs considérations sont de rigueur : temps de réaction rapide, prise de décision assortie d'un haut degré de confiance et très haute accélération/haute vitesse de combustion. Les systèmes à énergie dirigée, notamment le système laser aéroporté (ABL, Airborne Laser) et un intercepteur basé en mer, constituent une autre option potentielle en matière de BDS. L'ABL est la plus perfectionnée de ces options ; un aéronef de démonstration est actuellement en cours de reconfiguration, et divers sous-systèmes laser et optiques ont déjà été mis au point. Selon le calendrier du programme d'essais, la première destruction d'un missile dans sa phase ascendante est prévue pour la fin 2004.

CONCLUSION

Le système global intégré de défense antimissiles balistiques incorporera des capacités graduelles de détection, de poursuite, d'interception et de

destruction des missiles balistiques assillants, indépendamment de leur portée et à toutes les phases de leur vol, à l'aide d'intercepteurs cinétiques ou à énergie dirigée et selon diverses méthodes de déploiement. La MDA envisage de développer et d'utiliser ces capacités en œuvrant en étroite collaboration avec les alliés des Etats-Unis, leurs industries et leurs forces armées. Dans cet esprit, la MDA a mis en place une stratégie d'acquisition à

caractère international destinée à assurer la disponibilité d'un système efficace, actualisé et à même de suivre l'évolution de la menace. Ces dispositions se veulent un rempart contre les incertitudes de l'avenir et elles visent à donner aux Etats-Unis des moyens de se défendre et de protéger leurs forces déployées, leurs alliés et leurs amis contre un missile balistique assillant, au cas où la situation se présenterait. ©

LA TRANSFORMATION DES RELATIONS AMERICANO-RUSSES

Matthew Cordova

*Directeur adjoint, Service des affaires politico-militaires et régionales
Bureau des affaires européennes et eurasiennes, département d'Etat des Etats-Unis*



La voie qui a débouché sur l'avènement spectaculaire d'une nouvelle relation entre les Etats-Unis et la Russie n'a pas été pavée au petit bonheur la chance – elle a été progressivement construite de manière réfléchie, dès le début de l'année 2001, déclare M. Matthews Cordova, directeur adjoint du Service des affaires politico-militaires et régionales du Bureau des affaires européennes et eurasiennes du département d'Etat des Etats-Unis. C'est l'engagement pris par le président Bush et l'équipe de sécurité nationale des Etats-Unis, en liaison avec leurs homologues russes, qui a amené le président Poutine à se rallier à l'Occident dans la foulée des événements du mois de septembre 2001, affirme M. Cordova, qui fait remonter à cette décision historique l'accélération des tendances positives des nouvelles relations américano-russes.

Si l'année 1989 constitue le dernier chapitre de la guerre froide, peut-être faut-il voir dans l'année 2001 le dernier chapitre de la période de transition de l'après-guerre. Une dizaine d'années après la chute du mur de Berlin, les relations américano-russes étaient encore essentiellement perçues à travers le prisme de l'équilibre nucléaire stratégique. Voilà qui ne pouvait que renforcer la nature hostile des relations bilatérales du passé, fondées sur le doute et la méfiance, et faire obstacle à la coopération dans un certain nombre de domaines d'intérêt mutuel. Pratiquement d'emblée, les présidents George Bush et Vladimir Poutine sont convenus que les relations entre leurs deux pays devaient reposer sur une base élargie et se concentrer de plus en plus sur de nouvelles questions, notamment celles liées au commerce et aux investissements. La tragédie du 11 septembre a naturellement fait évoluer la coopération bilatérale dans la voie de la lutte contre le terrorisme. Les progrès importants qui ont été faits se sont trouvés consignés dans la Déclaration commune signée lors du sommet de Moscou tenu en mai 2002. Pour parvenir à cette étape, il aura fallu, très tôt, maintenir un engagement bilatéral soutenu à tous les niveaux.

Rares sont ceux qui auraient pu prévoir les profonds changements qui allaient se produire en 2001, mais, loin d'être laissé au hasard, le terrain sur lequel s'est bâtie la nouvelle relation, plus profonde et plus tangible, avec la Russie, avait été travaillé de manière

réfléchie. Les deux présidents et leurs conseillers de politique étrangère et de défense s'étaient attelés dès 2001 à la tâche de formuler un programme d'action et un plan de route capables d'approfondir la coopération et de briser le carcan de nos relations de naguère. Sur l'impulsion de M. Bush, cette démarche a pris corps dans le contexte de réunions tenues avec le président Poutine à Ljubljana, Shanghai, Washington/Crawford et lors du sommet du Groupe des Huit à Kananaskis, au Canada. Les chefs d'Etat continuent de communiquer régulièrement par téléphone et par correspondance. Le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, et le ministre de la défense, M. Donald Rumsfeld, s'entretiennent régulièrement avec leurs homologues russes respectifs, en personne ou par correspondance, en vue de faire progresser le nouveau cadre stratégique des Etats-Unis en ce qui concerne leurs relations avec la Russie.

Le 1^{er} mai 2001, à la National Defense University, M. Bush a brossé les grandes lignes de sa vision d'un cadre stratégique applicable à l'ère de l'après-guerre froide. Le président a insisté sur le fait que les Etats-Unis et la Russie n'étaient pas, et ne devaient pas être, des adversaires stratégiques, quand bien même ils resteraient en désaccord sur certains points. A cet égard, M. Bush a indiqué qu'il souhaitait transformer la nature de leur relation bilatérale en la faisant reposer sur un tronc commun de responsabilités et d'intérêts, et non plus sur l'équilibre nucléaire de la terre. Lors de leur entretien en Slovénie en

juin 2001, MM. Bush et Poutine ont noué un dialogue sur la création d'un cadre stratégique qui soit fidèle aux réalités de l'après-guerre froide non seulement sur la forme, mais aussi sur le fond, et qui puisse perdurer par-delà leurs mandats respectifs.

Les Etats-Unis et la Russie œuvrent en étroite collaboration sur une vaste gamme de dossiers politiques et de défis communs. Non seulement nous cherchons ensemble à faire de l'Afghanistan un pays stable et viable, qui vive en paix avec lui-même et avec ses voisins, mais nous faisons aussi porter nos efforts sur d'autres régions. Ensemble, nous tentons de résoudre les conflits régionaux en Abkhazie, au Nagorno-Karabakh, en Transnistrie, au Moyen-Orient et, dernièrement, en Asie du Sud. La Russie appuie résolument le processus de paix au Proche-Orient et les efforts déployés par les Etats-Unis en vue d'un règlement négocié. En outre, la coopération américano-russe s'exerce dans le contexte de questions transnationales liées au terrorisme, tels le trafic des stupéfiants et la criminalité organisée. Le trafic des stupéfiants fait peser une menace sur nos deux pays et il est une source importante de revenus pour les organisations terroristes internationales.

Sur le plan économique, nous continuons d'encourager et de soutenir la transition complète de la Russie vers une économie de marché. Il s'agit là d'une priorité pour nos pays. Nous cherchons à élargir nos liens économiques bilatéraux et à rehausser le niveau d'intégration de la Russie à l'économie mondiale, avec tous les droits et toutes les responsabilités que cela implique. Aussi appuyons-nous sans réserve l'accession de celle-ci à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) car son adhésion renforcera le programme général de réforme économique entrepris par Moscou et préparera la Russie à jouer un rôle plus important dans l'économie mondiale. Les deux présidents sont convenus d'explorer de nouvelles possibilités de coopération dans le domaine de l'énergie, où il existe une convergence d'intérêts entre les Etats-Unis et la Russie sur plusieurs points importants.

De surcroît, il nous faut aller de l'avant pour assurer le succès de nos relations bilatérales économiques et commerciales. A cet égard, la récente décision du ministère du commerce de désigner la Russie comme

une économie de marché conformément aux dispositions des lois commerciales des Etats-Unis représente un pas en avant considérable. Nous œuvrons avec le Congrès en vue d'abroger l'application de l'amendement Jackson-Vanik à la Russie, ce qui permettra à celle-ci d'obtenir le statut permanent de relations commerciales normales avec les Etats-Unis.

Les attaques terroristes de septembre 2001 ont accéléré l'engagement et la coopération américano-russes dans un certain nombre de domaines et créé de nouvelles occasions de dialogue et de coopération potentielle. L'un des phénomènes les plus remarquables observés depuis ces actes terroristes concerne notre coopération extraordinaire avec la Russie dans une région qui faisait autrefois partie de l'Union soviétique : je veux parler de l'Asie centrale.

Le 19 octobre 2001, nous avons tenu nos premières consultations américano-russes sur l'Asie centrale. De part et d'autre, nous avons été agréablement surpris et satisfaits de la convergence de nos intérêts dans cette région. Nous recherchons les uns et les autres la stabilité et la prospérité à long terme en Asie centrale, où nous avons chacun des intérêts importants. Nous nous sommes engagés à placer nos démarches et nos activités sous le signe de la transparence et de la collaboration. Les Etats-Unis appuieront le développement économique et politique de la région ainsi que le respect des droits de l'homme tandis qu'ils s'emploieront à élargir leur coopération sur le plan humanitaire et sur celui de la lutte contre le terrorisme et le trafic des stupéfiants. On peut soutenir les Etats d'Asie centrale et souhaiter en même temps élargir et approfondir notre coopération avec la Russie sans pour autant qu'il y ait de tension entre ces deux démarches.

En fait, MM. Bush et Poutine font avancer nos deux pays vers un nouveau degré de coopération en Asie centrale. M. Poutine a fait preuve d'un sens exemplaire du commandement dans la façon dont il a su encourager les dirigeants des Etats de la région à coopérer avec les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette observation s'inscrit dans le droit fil de ce que nous disons depuis longtemps, à savoir que l'Asie centrale n'est pas un jeu à somme nulle. Nous avons proposé de soutenir les efforts

déployés par la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan en vue de conclure un nouvel accord relatif aux frontières maritimes dans la mer Caspienne tant que ceux-ci ne viendront pas compromettre l'avenir du transport des ressources énergétiques. Dans bien des cas, nous avons plus d'intérêts communs avec la Russie, de même qu'avec les autres puissances régionales que sont la Chine et l'Iran, que nous n'avons de raisons de nous faire concurrence.

Le degré de coopération entre les Etats-Unis et la Russie sur ce qui touche à l'Asie centrale (région dans laquelle la Russie a des intérêts historiques, culturels, politiques et économiques) reste inégalé. La Russie a le mérite d'avoir communiqué des données de ses services du renseignement, d'avoir participé à des missions de recherche et de sauvetage, d'avoir appuyé l'organisation de secours humanitaires internationaux et de s'être abstenue de s'opposer à la décision prise par les Etats d'Asie centrale d'accepter une présence militaire des Etats-Unis sur leur territoire national. La Russie a mis deux agents de liaison militaire à la disposition du CENTCOM (Commandement central des Etats-Unis) en Floride. De même, le groupe de travail américano-russe sur l'Afghanistan s'est révélé être un mécanisme du plus grand intérêt. Sa mission ayant été élargie, il est aujourd'hui responsable de zones géographiques supplémentaires et de nouvelles menaces connexes. A cette fin, les deux présidents sont convenus lors de leur récent sommet tenu à Moscou d'élargir la mission de ce groupe de travail et de le rebaptiser Groupe de travail sur la lutte antiterroriste. Cette forme de coopération facilitera la lutte contre un certain nombre de défis d'envergure mondiale de notre temps, dont le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs.

Nos alliés ont compté parmi les plus fidèles partisans de l'élargissement de notre relation avec la Russie. Dans la lutte mondiale contre le terrorisme, la Russie et l'OTAN luttent en partenaires contre l'instabilité régionale et la multitude des menaces qui se font jour peu à peu. Lors du sommet OTAN-Russie qui s'est tenu à Rome, nous avons inauguré le Conseil OTAN-Russie (COR), lequel permettra aux Etats membres et à Moscou d'agir en partenaires et sur un pied

d'égalité dans un certain nombre de domaines d'intérêts communs. Le Conseil OTAN-Russie ouvre une nouvelle ère de coopération et nous offre l'occasion de commencer à tisser des liens dont nous pourrions étendre la portée par la suite.

Nous commencerons par intervenir dans les domaines où notre capacité d'entraide mutuelle, fondée sur le partenariat, est indiscutable : la lutte contre le terrorisme, la prévention de la prolifération des ADM, la planification des mesures d'urgence et la recherche et le sauvetage en mer. En outre, l'OTAN et la Russie s'efforceront d'améliorer la coordination dans les domaines où elles sont déjà engagées, par exemple en ce qui concerne les Balkans. L'OTAN, la Russie et nos autres partenaires peuvent tirer une grande fierté d'avoir rehaussé la paix et la stabilité dans la région. L'OTAN et la Russie cherchent à élargir leur coopération dans d'autres domaines, tels la défense antimissile, les plans civils d'urgence et le contrôle de l'espace aérien, car tous ces éléments peuvent aussi renforcer la sécurité des Etats-Unis, de la Russie et de l'ensemble de l'Europe. Nos alliés de l'OTAN et la Russie ont déjà entrepris des travaux sur un certain nombre de points inscrits à l'ordre du jour du COR et approuvés lors du sommet de Rome. Nous sommes convaincus que les premiers succès de ce Conseil jetteront la base de l'élargissement de la coopération entre l'Alliance et la Russie.

La discussion de notre nouvelle relation, en évolution constante, ne serait pas complète si je passais sous silence les changements historiques qui sont survenus au niveau de la réduction des forces stratégiques offensives, la défense antimissile, le traité de 1972 sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques (traité ABM), et le dialogue stratégique en cours. Le fait que les forces nucléaires stratégiques ne dominent plus notre relation bilatérale atteste on ne peut plus clairement l'élargissement de nos liens et l'ampleur du programme de travail qui attend nos deux pays. Lors du sommet qui s'est tenu en mai à Moscou, les Etats-Unis et la Russie ont établi un Groupe consultatif pour la sécurité stratégique, lequel sera présidé par les ministres des affaires étrangères et de la défense. Ce groupe constituera le principal mécanisme dans le cadre duquel nous serons en mesure de discuter les questions stratégiques, de non-

prolifération et de sécurité, et d'avoir des consultations sur tout un éventail de dossiers liés à la sécurité internationale.

La manière dont nous sommes convenus de rester chacun sur notre position vis-à-vis du traité ABM révèle l'intensité du dialogue que nous avons engagé avec la Russie pendant plusieurs mois, dialogue qui a été l'occasion pour nous de faire savoir aux Russes vers quel but nous nous acheminions. Nous ne leur avons pas caché la gravité et le haut rang de priorité que nous attachions à la mise en place d'une défense antimissile efficace afin de rehausser notre sécurité nationale. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers la Russie, soucieux de déterminer si nous pouvions trouver le moyen de dépasser conjointement le cadre du traité de 1972, à la lumière de la menace que les missiles balistiques et la prolifération des ADM font peser sur nos deux pays.

Au bout du compte, nous sommes convenus de rester sur nos positions. A l'issue de consultations intensives, y compris entre le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, et le ministre russe des affaires étrangères, M. Igor Ivanov, de même qu'entre les deux présidents, nous avons communiqué à la Russie, le 13 décembre 2001, notre intention de nous retirer du traité ABM à compter du 13 juin 2002. Le monde ne s'est pas écroulé ; on n'a pas assisté à la reprise de la course aux armements. Aucune crise n'a secoué les relations américano-russes.

Les modestes défenses antimissiles que nous comptons déployer ne feront pas courir le moindre péril aux forces stratégiques russes. La déclaration commune sur la nouvelle relation stratégique entre les Etats-Unis et la Russie, signée le 24 mai à Moscou, précise les mesures à prendre pour encourager la confiance, la transparence et la coopération en matière de défense antimissile. Ces mesures portent sur l'échange d'informations relatives aux programmes et essais liés à la défense antimissile, les visites réciproques de sites en vue de l'observation d'essais et la mise en place d'un centre commun destiné à faciliter la communication de données d'alerte avancée. En outre, nos gouvernements étudieront des domaines possibles de coopération en matière de défense antimissile, y compris sous la forme d'exercices et de développement conjoints.

Le traité conclu récemment à Moscou fera date dans l'histoire ; il réduit considérablement les forces stratégiques en les ramenant à un niveau nettement inférieur à celui du premier traité de réduction des armes stratégiques. Les détracteurs étaient nombreux à insister sur l'impossibilité de la réduction de ces armes en l'absence du traité ABM. En fait, en réponse au préavis de retrait donné par les Etats-Unis le 13 décembre 2001, le président Poutine a fait part de l'intention de la Russie de réduire ses forces stratégiques et de les ramener en dessous du seuil de 2 200 ogives : sa déclaration se faisait ainsi l'écho des propos tenus par M. Bush lors du sommet de Washington-Crawford, lorsque le président avait annoncé la réduction des ogives stratégiques déployées sur une base opérationnelle, indiquant qu'elles se situeraient à un niveau compris entre 1 700 et 2 200 d'ici à la fin de la prochaine décennie. Depuis le 13 décembre, les Russes se tournent vers l'avenir au lieu de se morfondre sur le passé. Les deux gouvernements ont soumis le traité à leur assemblée législative respective aux fins de ratification et ils espèrent que la question sera réglée à l'automne.

Par ailleurs, nous invitons la Russie à se rallier à une stratégie de « non-prolifération active » pour laquelle nous voulons largement mobiliser le soutien de la communauté internationale. Le terrorisme international et la prolifération s'enchevêtrent étroitement. Les Etats-Unis et la Russie comptent œuvrer en étroite collaboration en vue de sécuriser les ADM et la technologie relative aux missiles ainsi que les informations, les sources d'expertise et le matériel afférents. Nos deux pays restent déterminés à apporter leur soutien à tous ceux qui veulent améliorer et faire respecter le contrôle des exportations, interdire les transferts illicites, poursuivre en justice les récalcitrants et renforcer la sécurité et la défense des frontières à l'appui de l'intégrité territoriale et de la prévention de la prolifération.

Il n'est pas étonnant que les Etats qui parrainent le terrorisme soient aussi les proliférateurs les plus assidus. La conception d'une solution originale visant à mettre fin à l'assistance que certaines entités russes prêterent aux programmes iraniens d'ADM et de missiles revêt une importance fondamentale. En

outre, nous devons chercher avec nos partenaires russes et d'autres à combattre les transferts illicites d'armes (organisés par des intermédiaires qui trichent sur l'identité de l'utilisateur final pour servir les besoins d'Etats parrains du terrorisme et des cellules terroristes) aussi bien que la prolifération des armes classiques perfectionnées dans des pays, tels l'Iran et l'Irak, qui menacent les forces des Etats-Unis et celles de leurs amis et alliés. Ces démarches revêtent une urgence accrue depuis la mise en route, à la fin de l'année 2001, des opérations de combat menées par la coalition. Le président Bush a clairement répété à maintes reprises que les Etats-Unis étaient acquis à la réduction résolue et efficace de la menace et à la coopération avec la Russie et les Etats eurasiens en matière de non-prolifération. Nous poursuivrons nos travaux avec nos partenaires du G8 en vue de trouver des façons novatrices d'aider la Russie à financer des activités de réduction durable et efficace de la menace.

La façon dont nous gérons au niveau mondial la guerre contre le terrorisme, les relations entre l'OTAN et la Russie, le traité ABM, les réductions nucléaires stratégiques et la réduction de la menace reflète les modalités futures de notre coopération avec la Russie. Pour faire fond sur les progrès que nous avons déjà réalisés, il nous faudra de part et d'autre faire preuve de détermination, d'énergie, de bonne volonté et de créativité tandis que nous cherchons à résoudre certaines des questions épineuses qui demeurent inscrites à notre programme de travail. Nous continuerons d'insister sur les dossiers où les désaccords persistent, tels la question des droits de l'homme et la recherche d'une solution politique en Tchétchénie, la liberté de la presse, la prolifération russo-iranienne et les inquiétudes que nous suscitent les armes chimiques et biologiques. Les présidents ont donné le ton et montré que l'on pouvait s'exprimer franchement sur des problèmes difficiles aussi bien que sur les domaines où nos intérêts convergent.

Le gouvernement américain ne se fait aucune illusion quant à l'ampleur du travail qui reste à accomplir en vue de la mise en œuvre de la Déclaration commune dans son intégralité et de faire progresser notre relation avec la Russie: il faudra compter des années. La transformation de la Russie dans la voie de la démocratie et de l'économie de marché continuera de se heurter à des défis, et nos intérêts ne convergeront pas systématiquement. Le Congrès demeure un partenaire important et nous continuons d'avoir besoin de son soutien sur un certain nombre de points, notamment en vue de l'abrogation de l'application de l'amendement Jackson-Vanik à la Russie et de la dérogation aux exigences du programme de certification de réduction de la menace par la coopération, car il s'agit d'assurer la continuité de ces importantes initiatives. Nous poursuivrons notre étroite collaboration avec le Sénat dans l'optique de la ratification du traité de Moscou.

Au vu des défis du XXI^e siècle qui les attendent, les Etats-Unis sont déterminés à voir leur relation avec la Russie faire peau neuve. Le nouveau cadre stratégique que nous sommes en train de formuler avec ce pays ancre les efforts que nous déployons en vue de transformer nos relations bilatérales d'une importance cruciale, de surmonter nos différences et de créer des possibilités pour nos deux pays, en liaison avec nos alliés et amis. ©

LE FRONT AMERICANO-RUSSE CONTRE LE TERRORISME ET LA PROLIFERATION DES ARMES

Dick Lugar, sénateur des Etats-Unis



Le programme Nunn-Lugar de réduction de la menace par la coopération a démontré qu'il était possible de créer des relations internationales exceptionnelles afin de maîtriser les armes de destruction massive, déclare M. Dick Lugar, sénateur républicain de l'Indiana. Dès lors, il juge opportun l'élaboration d'un programme analogue pour faire face aux menaces de prolifération à l'échelle mondiale.

Au cours des dix dernières années, les Etats-Unis et la Fédération de Russie ont accompli quelque chose d'inédit dans les annales de l'histoire. Anciens ennemis qui s'étaient opposés pendant près de cinquante ans, ils ont mis de côté toutes sortes de désaccords pour forger une nouvelle relation fondée sur la coopération et axée sur la volonté de contenir et de démanteler des armes de destruction massive.

Une telle évolution ne coulait pas de source. Incapables de mesurer pleinement l'ampleur de la menace, nombreux furent ceux dans ces deux pays qui laissèrent échapper les occasions nées de la fin des hostilités. Tandis que le monde se félicitait de la fin de la guerre froide et que les dirigeants de Washington et de Moscou tentaient de comprendre le nouveau paysage géostratégique, les armes de la guerre froide continuaient de compromettre la paix et la stabilité.

L'un des grands paradoxes de notre monde actuel, c'est que nos deux pays sont peut-être plus menacés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en pleine guerre froide. Les calculs stratégiques admettaient par hypothèse l'intervention d'acteurs plus ou moins rationnels ; or les démenées avec Saddam Hussein, Oussama ben Laden et autres personnages du même acabit rendent un tel scénario moins plausible aujourd'hui.

Le risque d'un conflit armé entre les Etats-Unis et la Russie continue de diminuer, mais cela ne signifie pas pour autant que nos pays n'ont rien à craindre.

Les attentats du 11 septembre survenus à New York et à Washington auraient pu avoir lieu à Moscou ou à Saint-Pétersbourg et mettre en jeu des armes de destruction massive au lieu d'avions de ligne.

Nous sommes convenus, dans le cadre du programme Nunn-Lugar de réduction de la menace par la coopération aussi bien que du traité signé en mai par les présidents Bush et Poutine, d'en finir une fois pour toutes avec l'héritage nucléaire qu'a laissé la guerre froide. Nous devons maintenir cet élan pour aller jusqu'au bout du démantèlement des armes que nous avons entamé voilà dix ans et mettre tout le poids de la diplomatie au service de la lutte contre les dangers actuels : Oussama ben Laden ou tout autre terroriste qui possède des armes nucléaires, biologiques ou chimiques.

Le modèle Nunn-Lugar peut servir de point de départ à la création d'une solide coalition à même de combattre le terrorisme et de sécuriser les armes et le matériel de destruction massive dans le monde entier. Sur ce terrain, la Russie et les Etats-Unis ont un rôle essentiel à jouer. Leur coopération peut s'inscrire dans la logique de l'intérêt mutuel.

L'ELARGISSEMENT DE LA COOPERATION AVEC LA RUSSIE

En premier lieu, il faut noter un certain nombre de domaines dans lesquels nous gagnerions à élargir notre coopération avec la Russie en matière de démantèlement et de la non-prolifération.

Le démantèlement des sous-marins non lanceurs de missiles – A chaque fois que j’ai visité les chantiers navals de Severodvinsk et de Mourmansk, j’ai été frappé par l’énormité de la tâche qui nous attend en matière de démantèlement des sous-marins. Le programme Nunn-Lugar s’applique uniquement au démantèlement des sous-marins lanceurs de missiles stratégiques. A l’heure actuelle, la législation américaine n’autorise pas le Pentagone à démanteler les sous-marins d’utilité générale, et c’est un tort.

Le démantèlement des sous-marins classiques, et ce dans les meilleurs délais, comporte d’importants avantages sur le plan de la non-prolifération et de la sécurité. En effet, un grand nombre d’entre eux transportent des missiles de croisière qui pourraient vivement intéresser les pays hors-la-loi dotés de programmes de missiles. En outre, l’arsenal russe comprend des sous-marins à propulsion nucléaire qui utilisent un combustible hautement enrichi et dont le détournement poserait de gros risques de prolifération.

Remise de dette contre non-prolifération – Lors de sa tournée aux Etats-Unis, le président Poutine a évoqué le fardeau croissant de la dette qui pèse sur la Russie. L’amélioration de l’économie russe et la hausse des prix du pétrole ont peut-être atténué cette pression à court terme, mais le risque de réapparition des problèmes liés à l’endettement demeure réel.

Le sénateur Joseph Biden et moi-même avons proposé une loi qui vise à autoriser les Etats-Unis à remettre une partie de la dette de la Russie, en échange de quoi celle-ci s’engagerait à respecter le principe de non-prolifération. Ce genre d’échange aurait pour mérite d’atténuer en partie les pressions financières qui pèsent sur la Russie aussi bien que les inquiétudes des Etats-Unis en matière de sécurité.

Possibilités d’emploi de scientifiques russes et d’utilisation des installations liées aux ADM (armes de destruction massive) – Les Etats-Unis mettent en place un certain nombre de programmes destinés à recruter d’anciens spécialistes russes de l’armement pour des travaux à visées pacifiques. Des dizaines de milliers de scientifiques en ont déjà bénéficié. Ces initiatives ont connu un succès remarquable, mais en y consacrant des ressources

supplémentaires et en y renouvelant leur attachement, les Etats-Unis peuvent aller plus loin encore et faire en sorte que les scientifiques russes résistent à la tentation de reprendre leurs travaux en rapport avec l’armement. Nous devons donner à ces scientifiques les moyens de réussir. Si le désespoir et la faillite deviennent la norme, nombre d’entre eux finiront par croire que leur seule planche de salut consiste à quitter la Russie et à reprendre leur carrière dans l’armement.

Les sociétés américaines, européennes et du G8 ont beaucoup à gagner en appuyant les efforts du secteur public. J’ai exhorté les entreprises américaines à explorer les possibilités d’investissement dans les laboratoires russes. Ces locaux offrent d’excellentes occasions d’investissements en matériel et en techniques de production, sans compter qu’ils donnent accès aux meilleurs cerveaux de la Russie. Il convient de réfléchir sérieusement aux moyens d’amener les sociétés occidentales à surmonter leur hésitation à investir dans ce pays, dont le régime des investissements a tendance à rebuter les intéressés.

Les armes nucléaires tactiques – En outre, le moment est venu de dépasser le cadre des systèmes stratégiques pour nous tourner vers les armes tactiques. A de nombreux égards, la menace que pose la prolifération des systèmes nucléaires tactiques est plus grave que celle qui est associée aux armes stratégiques. Les ogives tactiques sont plus faciles à déplacer, elles sont en général déployées plus près des zones potentiellement explosives et, souvent, elles ne sont pas sécurisées avec la même rigueur que les systèmes stratégiques.

Nous devons faire régner la transparence dans ce domaine afin que chaque camp sache parfaitement à quoi s’en tenir en ce qui concerne la quantité, le statut, le stockage et la sûreté des armes de l’autre pays. Il serait bien dommage que la vulnérabilité des armes tactiques vienne miner nos impressionnants résultats sur le plan des armes stratégiques.

La sécurité des matières fissiles – Après huit années d’étroite coopération et d’efforts considérables, 40 % seulement des installations russes qui abritent des matières nucléaires ont vu leur sécurité s’améliorer grâce à l’assistance des Etats-Unis.

Malheureusement, la moitié seulement d'entre elles sont équipées de systèmes complets de sécurité.

Un certain nombre de mesures peuvent être prises à l'appui de cet effort important. En premier lieu, la Russie doit continuer de centraliser ses matières nucléaires dans un nombre moindre d'installations. Une telle démarche entraînerait une économie d'argent et de temps. Mais si les installations qui abritent des matières fissiles sont vulnérables, nous ne pouvons pas subordonner la fin de nos travaux à la survenue d'une situation budgétaire favorable. Nous devons prendre l'engagement de faire le plus rapidement possible les aménagements qui s'imposent en matière de sécurité.

LA COOPERATION PAR-DELA LA RUSSIE

Le 11 septembre, le président Vladimir Poutine a été le premier chef d'Etat à téléphoner au président Bush pour annoncer son ralliement à une coalition mondiale contre le terrorisme. Cet appel téléphonique et la coopération qui en est découlée dans la campagne menée en Afghanistan reflètent on ne peut mieux l'avènement du nouveau chapitre qui s'est ouvert dans nos relations. Les deux chefs d'Etat doivent maintenant forger une coalition visant les terroristes qui utiliseraient des armes de destruction massive. Cette coalition aurait pour objectif d'exploiter tous les moyens imaginables de sécurisation des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ainsi que leurs composants et les techniques associées afin d'éviter qu'ils ne tombent entre de mauvaises mains.

Le terrorisme n'est pas le seul problème auquel nous ayons à faire face. Le lien entre le terrorisme et les armes de destruction massive se révèle plus inquiétant encore. Indubitablement, Oussama ben Laden et ses acolytes auraient eu recours à des armes de destruction massive s'ils en avaient eu. Toute horrible qu'elle ait été, la tragédie du 11 septembre aurait fait bien plus de morts et de ravages si de telles armes avaient été utilisées. Pour définir simplement et clairement la victoire dans la guerre contre le terrorisme, on peut dire qu'il s'agit d'exiger des comptes de tous les pays qui donnent refuge à des terroristes ou qui possèdent des matières et des armes de destruction massive.

Forts du soutien d'autres membres de la coalition, les Etats-Unis et la Russie devraient chercher à extirper systématiquement toute cellule terroriste pendant les années à venir et garder la trace des succès remportés afin que le monde puisse les observer et les mesurer. Notre objectif commun doit être de faire en sorte que la liste des pays qui abritent des cellules terroristes, volontairement ou non, soit de plus en plus courte.

En outre, nous devons exiger de tous les Etats en possession de matières ou d'armes de destruction massive qu'ils les protègent contre le risque de prolifération. Si un Etat manque d'argent, il doit chercher un appui financier auprès de la communauté internationale.

Notre campagne devra se poursuivre tant que tous les pays inscrits sur nos listes ne respecteront pas la totalité de ces normes. A l'heure actuelle, de nombreux programmes d'armements à travers le monde n'inspirent pas la moindre confiance à la communauté internationale. Malheureusement, en dehors de l'ancienne Union soviétique, il n'existe pas de projet de réduction de la menace par la coopération semblable au programme Nunn-Lugar. Il convient donc d'en créer à l'échelle mondiale. Ce programme a en effet démontré qu'il était possible de resserrer l'étau autour des armes de destruction massive à condition de forger des relations internationales extraordinaires. Il importe d'établir des programmes de ce genre dans tous les pays qui sont désireux d'œuvrer avec les Etats-Unis, la Russie et nos alliés.

J'ai proposé un texte de loi qui permettrait au ministre de la défense de recourir à l'expertise et aux ressources du programme Nunn-Lugar pour faire face à la menace de la prolifération à travers le monde. On ne pourra pas copier ce programme partout, mais l'expérience acquise en Russie a démontré que la volonté de réagir à la menace des armes de destruction massive pouvait aboutir à des résultats extraordinaires fondés sur l'intérêt commun.

Ce type de coopération pourrait n'être qu'un début. Les pays qui coopéreraient en vue de sécuriser les instruments de destruction massive pourraient aussi s'engager à adopter ensemble des mesures destinées à récupérer les armes ou le matériel susceptibles de

tomber dans de mauvaises mains et à venir en aide à toute victime de terrorisme nucléaire, chimique ou biologique.

En proposant que la prochaine phase de la guerre livrée au terrorisme se concentre sur les armes de destruction massive, et en formant une coalition chargée de combattre ce fléau, les présidents Bush et Poutine s'attaqueraient à ce qui pourrait bien être le plus grave danger qui menace aujourd'hui la sécurité internationale. Une telle coalition pourrait fournir aux deux chefs d'Etat un cadre à la nouvelle relation américano-soviétique dont ils parlent depuis la fin de la guerre froide, mais à laquelle ils n'ont toujours pas donné de fondement substantiel. Elle viendrait à point nommé remplacer les vieux régimes bilatéraux de maîtrise des armements dont l'ère tire à sa fin.

Les Etats-Unis et la Russie peuvent forger l'alliance la plus ambitieuse et la plus efficace pour la paix dont le monde ait jamais été témoin. Les dix dernières années ont montré qu'il n'y avait rien d'impossible. Les dix prochaines doivent montrer comment la Russie et les Etats-Unis ont vaincu le terrorisme et fait connaître à leur pays et à tous ceux qui se sont joints à eux la sécurité et une meilleure qualité de vie. ©

LA TRANSFORMATION DES RELATIONS AMERICANO-RUSSES : LA POLITIQUE DE LA FORCE REMISE A SA JUSTE PLACE

Baker Spring

*Chargé de recherche en politique de sécurité nationale
Heritage Foundation*



La récente évolution des relations américano-russes permettra aux deux côtés de réduire considérablement le nombre d'armes nucléaires stratégiques déployées. Elle apportera également aux Russes « des possibilités dont les citoyens de l'Union soviétique n'auraient même pas osé rêver », affirme Baker Spring, chargé de recherche en politique de sécurité nationale à la Heritage Foundation.

Le 24 mai 2002, lorsque le président des Etats-Unis, M. George Bush, et son homologue russe, M. Vladimir Poutine, ont signé à Moscou une déclaration commune (1) sur l'établissement d'un nouveau cadre stratégique des relations américano-russes, ils ont engagé leur pays sur une voie directe menant à la transformation de ces relations. Il y a fort à parier que cette transformation servira les intérêts des deux pays pendant de longues années à venir.

La raison en est simple : la déclaration commune a pour effet de replacer la politique de la coercition à la place qui lui convient dans les relations américano-russes. Pendant la guerre froide, en effet, le jeu des puissances en était arrivé à dominer, sinon à définir dans leur totalité, les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Cela a lourdement pesé sur les épaules des ressortissants des deux pays, mais tout particulièrement sur celles des citoyens soviétiques. La transformation des relations entre les Etats-Unis et la Russie permet aux deux pays de se débarrasser de ces fardeaux et de saisir de nouvelles possibilités.

Certains commentateurs ont fait valoir que ces nouvelles relations ne faisaient que refléter la puissance relative des Etats-Unis par rapport à la Russie, et qu'elles étaient imposées par les Etats-Unis au gouvernement russe aux dépens du peuple russe. (2) Si les Etats-Unis sont clairement la plus puissante des deux nations à l'heure actuelle, et si le jeu des puissances jouera toujours un rôle significatif

dans leurs relations, cette analyse ne reflète pas le fait que ce jeu n'est plus dominant. En bref, les critiques se trompent parce qu'ils évaluent les nouvelles relations américano-russes à l'aune révolue de la guerre froide.

Là où ces critiques se trompent le plus, c'est en supposant que les nouvelles relations américano-russes auront forcément un effet négatif sur le sort de la population russe. Rien ne saurait être moins vrai. Débarrassé du fardeau que lui imposait un gouvernement soviétique exclusivement attaché à renforcer le pouvoir de l'État, le peuple russe se voit offrir aujourd'hui des possibilités dont n'auraient pu rêver les citoyens de l'Union soviétique. En conséquence, il convient d'évaluer la situation qui était celle de l'Union soviétique durant la guerre froide, de réfléchir aux contributions américaines et russes qui ont transformé les relations entre ces deux nations, et d'analyser en quoi ces nouvelles relations seront bénéfiques pour le peuple russe en particulier.

L'UNION SOVIETIQUE ET LA PREPONDERANCE DE LA POLITIQUE DE LA FORCE

L'Union soviétique a été fondée en tant que nation qui glorifiait l'accumulation du pouvoir et en particulier du pouvoir de l'État. L'idéologie communiste qui légitimait le régime a eu pour conséquence d'amener l'Etat à considérer le pouvoir non pas comme un moyen de parvenir à des valeurs

supérieures telles que la liberté et la prospérité, mais comme une fin en soi. Elle a également amené l'Etat à exiger du peuple soviétique des sacrifices de plus en plus importants dans le but d'accroître son propre pouvoir et son propre prestige.

Sur le plan international, le même dessein a amené le régime soviétique à évaluer son prestige en fonction de son aptitude à intimider les autres Etats et à user de coercition à leur égard. Le peuple soviétique a payé un prix effroyable pour satisfaire les ambitions de l'Etat soviétique: disparition de la liberté individuelle, surmilitarisation de l'économie, chute du niveau de vie, et suppression des exutoires spirituels.

L'Union soviétique a fini par comprendre que la recherche du pouvoir aux dépens des autres valeurs était une entreprise condamnée à l'échec. A terme, ses capacités de superpuissance se sont révélées creuses. Ceci s'explique par le fait que les exigences imposées par le régime à la population ont abouti à un épuisement sociétal. L'Etat prenait mais, en dehors de la proclamation de son statut de superpuissance, rendait fort peu aux citoyens en retour.

Les Etats-Unis recherchaient aussi la puissance et demandaient également à leur peuple de faire des sacrifices, mais ils le faisaient généralement dans le respect de la liberté individuelle et en offrant simultanément la perspective d'une prospérité accrue. Le gouvernement et les autorités étaient au service du peuple, contrairement aux pratiques de l'Union soviétique où la population était réduite à se plier à l'insatiable appétit de pouvoir de l'Etat.

La différence entre les deux superpuissances rivales était révélatrice. L'accumulation de puissance par les Etats-Unis, où le pouvoir servait à améliorer le sort du peuple américain, s'est révélée plus durable.

La confrontation entre les Etats-Unis par l'Union soviétique durant la guerre froide n'a fait qu'accroître les pressions exercées sur la société soviétique et accélérer le phénomène d'épuisement. A terme, la question qui se posait au peuple soviétique était celle de savoir si la lutte d'influence avec les Etats-Unis valait les sacrifices qu'elle exigeait. A la fin de 1991, le peuple de l'Union soviétique y a répondu par la

négative et la guerre froide a pris fin. Depuis 1991, le peuple russe doit répondre à la question de savoir s'il souhaite retrouver une puissance égale à celle de l'Union soviétique contre les Etats-Unis, mais de nouveau à ses propres dépens.

Le 24 mai 2002, les présidents Bush et Poutine ont signé une déclaration définissant un nouveau cadre stratégique, en partie pour répondre à cette question. Il ressort implicitement de la déclaration que les gouvernements de la Russie et des Etats-Unis font passer le peuple russe au premier plan, devant la recherche de puissance.

CONTRIBUTIONS DE LA RUSSIE ET DES ETATS-UNIS AU NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE

La Russie et les Etats-Unis ont contribué de multiples manières, séparément et conjointement, à la création du nouveau cadre stratégique. Au départ, toutefois, il est essentiel de reconnaître les deux grandes contributions de leurs gouvernements respectifs.

L'apport général du gouvernement russe au cadre stratégique réside dans sa reconnaissance du fait qu'il n'a pas à calculer sa propre valeur en adoptant pour critère la supériorité ou l'infériorité de sa puissance par rapport à celle des Etats-Unis. Au contraire, il semble à présent disposé à juger de son succès principalement d'après son aptitude à améliorer la qualité de vie de son peuple. Comme le note la déclaration commune: « Nous [les Etats-Unis et la Russie] reconnaissons que la sécurité, la prospérité et la certitude du lendemain [...] dépendent d'un climat de sécurité favorable, du rayonnement des libertés politiques et économiques ainsi que de la coopération internationale. » Contrairement à l'Union soviétique, le gouvernement russe semble avoir le sens des priorités. Paradoxalement, peut-être, ces nouvelles priorités accroissent les chances de la Russie et améliorent son aptitude à se renouveler et à se renforcer au fil des ans.

La principale contribution des Etats-Unis au cadre stratégique est semblable à celle qu'ils ont apportée dans d'autres contextes, à savoir leur attitude magnanime à l'égard de leurs anciens adversaires. Lorsqu'ils se sont attachés à assurer la reconstruction

de l'Allemagne et du Japon en tant qu'Etats indépendants après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis ont démontré qu'ils étaient capables de résister à la tentation de faire usage de leur position de force pour subjuguier ou exploiter autrui. Leur comportement se démarque nettement de celui de l'Union soviétique vis-à-vis des pays d'Europe de l'Est au cours de la même période. Les Etats-Unis, contrairement à ce que pensent certains critiques, n'utilisent pas le nouveau cadre stratégique pour exploiter le peuple russe. Ils n'ont pas peur d'une Russie puissante ; ils recherchent plutôt à éviter une Russie menaçante.

LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE ET L'AMELIORATION DES PERSPECTIVES POUR LE PEUPLE RUSSE

Il est bon de s'attarder quelques instants à examiner en détail les modalités selon lesquelles le nouveau cadre stratégique améliorera les perspectives d'avenir pour le peuple russe. Celui-ci bénéficiera notamment des éléments positifs suivants :

- **Des perspectives de paix renforcées sur le front occidental de la Russie.** S'agissant des affaires régionales, le nouveau cadre stratégique met la Russie en contact plus étroit avec la structure de sécurité dirigée par l'OTAN en Europe. Cette structure de l'après-guerre froide contribue à réduire les risques d'insécurité et d'affrontements militaires en Europe. En conséquence, le peuple russe n'est pas exposé à une grave menace de conflit armé provenant de pays situés à l'ouest de ses frontières. La coopération régionale avec les Etats-Unis s'étend également à d'autres régions du monde.
- **Une lutte plus efficace contre le crime organisé.** Le crime organisé constitue un grave problème pour la Russie, et le nouveau cadre stratégique a favorisé la coopération américano-russe dans ce domaine critique. En janvier dernier, le Traité américano-russe d'assistance mutuelle en matière criminelle est entré en vigueur. Cet instrument est conçu pour réduire la vulnérabilité du peuple russe aux entreprises de la criminalité internationale organisée.
- **Des perspectives économiques améliorées.** L'expansion des possibilités économiques se trouve au cœur même des efforts visant à améliorer les conditions de vie du peuple russe. Le nouveau cadre stratégique envisage l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale en appuyant l'accession du pays à l'Organisation mondiale du commerce. Le président Bush s'est fermement engagé à convaincre le Congrès de lever les limites imposées à la Russie par l'amendement Jackson-Vanik, mesure datant de la guerre froide et conçue pour encourager la libre émigration en provenance de l'Union soviétique. Enfin, les Etats-Unis sont disposés à œuvrer avec la Russie dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des ressources énergétiques.
- **Une aide à la lutte contre le terrorisme international.** Le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont été gravement touchés par le terrorisme international, mais ils ne sont pas seuls à faire face à la menace terroriste. La Russie et les Etats-Unis coopèrent étroitement à la lutte antiterroriste depuis l'attaque du 11 septembre, coopération qui devrait réduire le risque que le peuple russe ait un jour à subir le même sort.
- **Une stabilité stratégique renforcée et le fardeau de la défense allégé.** Ayant cessé de poursuivre une lutte d'influence avec les Etats-Unis, la Russie a pu conclure avec eux un traité de réduction des armes nucléaires en vertu duquel le nombre d'ogives opérationnelles sera ramené entre 1 700 et 2 200 de part et d'autre. Ceci contribuera à réduire les contraintes qu'imposent les dépenses de défense à l'économie russe. Des mesures de transparence devraient par ailleurs limiter la probabilité d'une confrontation stratégique au point de la supprimer. La coopération en matière de défense antimissiles fait également partie du cadre stratégique, ce qui devrait permettre aux deux Etats de répondre à la menace d'une prolifération dans ce domaine.

CONCLUSION

Le peuple russe ne devrait pas, pour citer Masha Lipman, « appuyer passivement et à contrecœur » la politique de coopération avec les Etats-Unis. (3) Il devrait se réjouir. Il bénéficiera de façon tangible de

relations entre les Etats-Unis et la Russie qui ne sont plus guidées par des tentatives désespérées de s'assurer une position dominante. Dans ces conditions, le peuple russe ne se verra pas demander par son gouvernement de consentir des sacrifices au nom d'une concurrence politique avec les Etats-Unis, et il devrait en conséquence reconnaître les possibilités qui lui sont offertes par les nouvelles relations américano-russes.



1. « Texte de la déclaration commune » (en anglais), la Maison-Blanche, 24 mai 2002, disponible à <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/05/print/20020524-2.html>.
2. Lipman, Masha. « In Russia, A Grudging Consensus, » (En Russie, un consensus à contrecœur) *The Washington Post*, 27 mai 2002, p. A23.
3. Ibid.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE AMERICANO-RUSSE : EVALUATION PRELIMINAIRE

Michael O'Hanlon

*Chargé de recherches en politique étrangère
Brookings Institution*



Le nouveau cadre stratégique américano-russe « s'est révélé particulièrement efficace jusqu'à présent », mais « il reste beaucoup à faire » pour traiter l'ordre du jour de la sécurité nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires, dit Michael O'Hanlon, chargé de recherches en politique étrangère à la Brookings Institution.

En 2002, les présidents Bush et Poutine ont conclu un important accord de réduction des armes nucléaires stratégiques, alors même que les Etats-Unis se préparaient à se retirer officiellement du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles (Traité ABM) de 1972. Considérant ces deux importantes décisions, accompagnées de l'adoption par les deux pays d'autres mesures relatives aux questions nucléaires, ainsi que la définition du nouveau cadre stratégique américano-russe, je me propose d'examiner dans quelle mesure ce cadre fonctionne à l'heure actuelle et à quel avenir il est destiné.

C'est une question complexe et multiforme. Dans l'ensemble, je dirai que dans les domaines auxquels il s'applique, le nouveau cadre s'est révélé jusqu'à présent étonnamment efficace. Les effets conjugués de la dénonciation du Traité ABM et de l'accord concernant la réduction des forces nucléaires de longue portée déployées dans chaque pays de façon à les ramener à environ 2 000 ogives d'ici à 2012 devraient être généralement stabilisateurs, tout en respectant l'esprit du Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui appelle à un désarmement nucléaire progressif. Pour beaucoup d'entre nous à qui ces mesures, et en particulier la dénonciation du Traité ABM, inspirent de grandes inquiétudes, cette évolution est extrêmement rassurante. C'est sans doute au président Vladimir Poutine que revient en grande partie le mérite de cette situation, lui qui s'est montré disposé à négocier d'autres réductions des armes offensives alors qu'il

venait d'accepter la dissolution du traité ABM du fait d'une décision américaine. Cependant, une partie du mérite doit également être attribuée au président George Bush pour la fermeté avec laquelle il a abordé les négociations et pour les efforts qu'il a déployés pour établir des relations de confiance avec son homologue russe. Du côté russe, le nouveau cadre stratégique devrait se traduire par une réduction des dépenses du budget de la défense résultant de la réduction des forces offensives. Pour Washington, il facilitera l'élaboration d'une défense antimissiles qui, si elle est mise en place à des niveaux modestes, pourra assurer une protection utile aux Etats-Unis et à ses alliés, et peut-être aussi à la Russie.

Toutefois, dans une perspective plus large, l'établissement du nouveau cadre stratégique ne peut être considéré que comme un succès provisoire ou partiel. Il est à noter en effet que les Russes dans leur ensemble en sont moins satisfaits que M. Poutine et que si leur influence politique devait s'affirmer en Russie au cours des années à venir, elle pourrait donner lieu à un retour de manivelle. Cette perspective ne constitue pas en soi une raison qui doit amener à modifier les éléments offensifs et défensifs du nouveau cadre, ni à les considérer comme un échec, mais elle est bien réelle et il faudra faire preuve de vigilance.

On peut également s'inquiéter des éléments de l'ordre du jour nucléaire dont le nouvel accord ne traite pas. Les forces des superpuissances restent en état d'alerte, prêtes à être déployées rapidement. Il y

a toujours des dizaines de milliers d'armes nucléaires en place, ce qui, en cas de faille du dispositif de sécurité, risque d'aboutir à cette situation impensable d'un engin nucléaire tombant entre les mains de terroristes d'Al-Qaïda. Le nouveau cadre stratégique offensif et défensif élaboré par MM. Bush et Poutine ne serait pas la cause directe d'une telle évolution, mais dans la mesure où les deux dirigeants considèrent actuellement, à tort, avoir achevé leur travail dans le domaine nucléaire, les conséquences pourraient être extrêmement dangereuses.

DOSSIERS TRADITIONNELS : ATTAQUES STRATEGIQUES ET DEFENSE ANTIMISSILE

Comme il a été noté ci-dessus, l'approche Bush-Poutine des questions traditionnelles de maîtrise des armements semble avoir réussi, du moins au sens étroit du terme. Des réductions substantielles du nombre d'ogives déployées ont été négociées. Les Etats-Unis ont insisté pour que soit reconnu le droit de conserver une réserve d'ogives et celui de dépasser la limite de 1 700 à 2 200 ogives stratégiques non seulement avant 2012, mais aussi après que le traité aura cessé de lier les deux parties. Dans ces conditions, l'accord manque un peu de muscle. Toutefois, chose importante, il met la Russie à couvert et lui permet d'opérer les réductions d'armes nucléaires nécessaires compte tenu de sa situation économique. La Russie passera vraisemblablement à l'exécution. Par ailleurs, il est très peu probable que les Etats-Unis ajoutent effectivement des ogives à leur arsenal dans les années à venir, étant donné l'utilité limitée des armes nucléaires et le désir du Pentagone de se servir de lanceurs stratégiques à des fins classiques. Vu l'amélioration des relations internationales et le nouvel ordre du jour mondial de la sécurité où les inquiétudes inspirées par le terrorisme occupent une place bien plus grande que la perspective d'une guerre nucléaire entre superpuissances, il ne semble guère utile de conclure un traité à l'ancienne assorti de dispositions strictement contraignantes, du moins dans le domaine des armes stratégiques offensives.

L'ampleur des réductions prévues par le nouvel accord n'a rien de remarquable, puisqu'elle est essentiellement la même que celle qu'envisageaient

MM. Boris Eltsine et Bill Clinton dans le cadre d'un ambitieux accord START (Traité de réduction des armes stratégiques) III en 1997. Mais étant donné que ces deux chefs d'Etat n'ont jamais pu revenir en deçà des limites du START I, en raison de l'opposition de leurs corps législatifs respectifs et d'autres facteurs, MM. Bush et Poutine ont fait un grand pas en élaborant un accord susceptible d'entrer en vigueur dans un proche avenir.

S'agissant du Traité ABM, sa dénonciation pouvait inspirer des inquiétudes essentiellement du fait de ses répercussions possibles sur la Russie et donc sur l'ensemble des relations des superpuissances dans le domaine nucléaire. Moscou aurait pu considérer cette décision comme une reprise de la poursuite d'un avantage stratégique nucléaire de la part des Etats-Unis, malgré les dénégations de Washington et l'affirmation que le seul but visé était de se défendre face aux Etats voyous. La Russie ayant choisi de s'abstenir d'une réaction dure et de ne pas autoriser une détérioration de ses relations avec les Etats-Unis, la disparition du Traité ABM ne semble pas poser de problème majeur en soi. J'estime, quant à moi, qu'il aurait été préférable que Washington propose une modification du traité autorisant des défenses limitées, plutôt que d'insister sur une dénonciation ou une abrogation. Mais vu la réaction modérée de Moscou, l'approche de M. Bush semble avoir produit presque le même effet et être d'une application considérablement plus simple qu'une renégociation.

Il pourrait encore se présenter des problèmes. La dénonciation du Traité ABM pourrait avoir des répercussions sur les relations sino-américaines. Le concept d'une défense théoriquement illimitée contre les missiles balistiques pourrait ouvrir la porte à un gaspillage dans le budget de la défense des Etats-Unis. Et dans un avenir indéfini, une fois les systèmes de défense en place, il pourrait même surgir des problèmes dans les relations américano-russes, en particulier si un dirigeant plus traditionnel que M. Poutine accédait au pouvoir au Kremlin. Mais ces soucis pourront sans doute être dissipés par la conception et le déploiement d'un dispositif de défense de dimensions en fait limitées.

L'ORDRE DU JOUR NUCLEAIRE ET STRATEGIQUE DANS SON ENSEMBLE

Vouloir évaluer le nouveau cadre stratégique selon d'anciennes normes serait faire preuve d'une vue trop étroite. Ce nouveau cadre, qui a été bien plus facile à élaborer que les accords antérieurs entre superpuissances en raison de la diminution de l'importance de l'équilibre stratégique nucléaire, est toutefois insuffisant en tant que guide de la politique nucléaire du XXI^e siècle. Il convient d'applaudir MM. Bush et Poutine, mais pas trop longtemps, car il reste beaucoup à faire. A l'ère du terrorisme tout particulièrement, toute doctrine nucléaire doit, pour être efficace, traiter résolument des questions relatives à la sécurité nucléaire et à la non-prolifération. Cet impératif général est assorti de la nécessité de se pencher sur la facilité du déclenchement de la mise en alerte des forces nucléaires et, chose plus importante encore, de s'attacher en permanence à assurer la protection et la sécurité des matières nucléaires.

Les niveaux d'alerte nucléaire des forces américaines et russes sont toujours trop élevés. Chaque côté assure à sa population que les forces nucléaires sont à l'abri des lancements accidentels ou non autorisés, et souligne le fait que des dispositifs de protection suffisants ont été maintenus à l'ère de l'après-guerre froide. Ce dernier point est sans doute vrai, mais seulement selon les normes de la guerre froide, durant laquelle nous acceptions un niveau élevé de danger dans les relations nucléaires bilatérales. A l'heure actuelle, ce n'est plus de mise. Etant donné l'excellente surviabilité des sous-marins nucléaires américains et celle, relativement bonne, des missiles russes en silos, les deux camps peuvent continuer d'avoir confiance dans la capacité de dissuasion de leur seconde frappe, même si celle-ci devait exiger plusieurs heures ou plusieurs jours de préparation. Il existe de multiples moyens de réduire les niveaux d'alerte et il conviendrait de s'y intéresser sérieusement, en partie par des mesures unilatérales et en partie par un accord mutuel américano-russe, qu'il soit officiel ou officieux.

Il s'agit également, question tout aussi importante que celle du niveau d'alerte, de protéger le vaste arsenal d'ogives et de matières nucléaires

excédentaires réparti sur tout le territoire russe. Le problème principal ne provient pas des ogives nucléaires déployées ; la préoccupation essentielle a pour objet les ogives tactiques mal gardées et largement dispersées, ainsi que les stocks excédentaires de plutonium et d'uranium fortement enrichi. Préoccupation d'autant plus justifiée que l'on sait les difficultés économiques de la Russie et le pitoyable état de ses forces de sécurité. Dans de telles conditions, les risques de vols de matières dangereuses ou de ventes à des organisations terroristes se situent à un niveau très inconfortable.

Que faire dans ces conditions ? Des experts des questions nucléaires, dont Matt Bunn à Harvard et la commission Baker-Cutler à Washington, ont esquissé les grandes lignes des mesures qui pourraient être prises. Ils se sont appuyés sur les efforts coopératifs de type Nunn-Lugar de réduction de la menace, mais sont allés beaucoup plus loin. Les ogives tactiques et les matières fissiles doivent être rassemblées de manière à réduire le nombre de sites, faire l'objet de contrôles plus stricts, être recensées et inventoriées, et progressivement détruites. L'infrastructure scientifique qui a produit ces capacités doit être reconvertie de manière durable et son personnel doit se voir offrir d'autres emplois. Hors de la Russie, des précautions et des dispositifs de protection plus complets et plus rigoureux doivent s'appliquer aux réacteurs nucléaires du monde entier. L'ensemble de ces mesures pourra exiger des dépenses supplémentaires d'un à deux milliards de dollars par an, en sus des attributions actuelles d'environ un milliard de dollars de la part des Etats-Unis. L'aide européenne et japonaise pourrait s'ajouter à l'augmentation de l'aide américaine. On pourrait encourager une majoration des contributions russes, par exemple au moyen d'accords d'échanges de dette contre non-prolifération. En vertu de ces accords, la Russie bénéficierait d'une remise de sa dette extérieure si elle convenait d'accroître ses dépenses dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

Par ailleurs, la coopération nucléaire de la Russie avec l'Iran est un sujet de préoccupation majeur. Il n'est peut-être pas réaliste de vouloir y mettre fin purement et simplement, mais les Etats-Unis pourront réaliser des progrès sur cette voie en

adoptant une attitude un peu plus nuancée. Ils peuvent commencer par cesser de s'opposer aux ventes d'armes classiques de la Russie à l'Iran ; ces ventes sont généralement bien moins dangereuses que les transferts effectués dans le domaine nucléaire, et certaines d'entre elles se justifient par les impératifs de défense du régime de Téhéran. En second lieu, Washington peut faire pression sur Moscou de manière à ce que la Russie impose des mesures de protection considérablement plus strictes dans le cadre de son programme iranien.

CONCLUSION

Le nouvel accord concernant les armes stratégiques conclu entre la Russie et les Etats-Unis, bien qu'il ne soit pas aussi musclé que les accords antérieurs, semble pouvoir fournir un cadre dans lequel les deux parties pourront réduire leurs forces offensives déployées, réaliser des économies, s'acquitter de leurs obligations internationales en matière de non-prolifération et continuer de se défaire de l'héritage de l'affrontement nucléaire passé. La conclusion de cet accord malgré l'annulation presque simultanée du Traité ABM témoigne de la sagesse et de la souplesse du président Poutine et de la valeur des efforts de négociation du gouvernement Bush.

Toutefois, l'attention accordée par l'actuel gouvernement américain aux questions de non-prolifération s'est révélée jusqu'à présent variable et insuffisante. Lors de son arrivée au ministère de la défense, Donald Rumsfeld a menacé de réduire, et non pas d'élargir, les programmes Nunn-Lugar et autres projets connexes. Il s'est depuis laissé convaincre de maintenir les activités en cours. Force est de reconnaître qu'elles ne sont pas toujours pleinement efficaces et qu'elles donnent lieu à un certain gaspillage, mais l'enjeu est trop grand et la question trop urgente pour que l'on puisse espérer ou attendre la mise en place d'un programme meilleur.

Cependant, il ne suffira pas de maintenir les programmes à leur niveau antérieur. Nous courons maintenant le risque que MM. Bush et Poutine déclarent le problème nucléaire réglé par leur nouveau cadre sur les armes offensives et défensives, tout comme l'ont fait les présidents Richard Nixon et Léonid Brejnev ou George H.W. Bush et Mikhaïl Gorbatchev, qui pensaient que le Traité de limitation des armes stratégiques (SALT) et leurs efforts en faveur de la réduction des armes stratégiques les feraient entrer dans l'histoire.

Ce type de succès dans des négociations à l'ancienne ne suffira pas. C'était en fait l'élément le plus facile et le moins important de l'équation. Pour le gouvernement Bush, en particulier, il s'agit aujourd'hui de ne voir dans les accomplissements du sommet de Moscou de mai 2002 qu'une première page de l'ouvrage du nouveau cadre nucléaire américano-russe, et de se remettre au travail sans tarder. ©

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

LA GENESE DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE AU MOYEN-ORIENT

Anthony Cordesman

*Titulaire de la chaire Arleigh Burke de stratégie
Centre d'études stratégiques et internationales*



Les tensions sous-régionales en Afrique du Nord, dans le golfe Persique et en Asie du Sud, conjuguées à celles qui sont associées au conflit arabo-israélien, sont imbriquées de telle sorte qu'elles pourraient bien contraindre les principaux pays du Moyen-Orient à poursuivre leurs efforts d'acquisition d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et de leurs vecteurs, estime M. Anthony Cordesman, titulaire de la chaire Arleigh Burke de stratégie au Centre d'études stratégiques et internationales.

Les efforts déployés à l'échelon international en vue de la maîtrise des armements et les discussions engagées sur l'établissement au Moyen-Orient de zones exemptes d'armes de destruction massive n'y changent rien : les grandes puissances de la région considèrent manifestement les armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) comme des instruments de domination. On peut rajouter à cette liste les vecteurs de longue portée, tels les missiles. A l'heure actuelle, le Yémen semble être le seul pays qui ait volontairement renoncé à ce genre d'armes, et encore parce que son modeste stock d'armes chimiques se détériorait et qu'il n'arrivait plus à convaincre l'étranger de soutenir son programme de missiles Frog et Scud B.

LE POINT DE LA PROLIFERATION : RECAPITULATIF PAYS PAR PAYS

L'état actuel de la prolifération au Moyen-Orient et en Afrique du Nord peut se résumer comme suit :

Algérie

Modeste développement des techniques relatives aux armes chimiques et biologiques. A envisagé un programme d'armement nucléaire. A examiné diverses possibilités de se procurer des missiles de longue portée.

Libye

Possède de grandes installations de production d'armes chimiques, mais sa production reste limitée. Ses stocks sont probablement inférieurs à 200 tonnes.

A tenté de se procurer des techniques relatives aux armes biologiques, mais sans grand succès. A essayé de se doter d'un programme d'armes nucléaires, mais ses efforts pourtant assidus n'ont guère abouti. Détient d'importants stocks de missiles Frog et Scud B et a essayé d'acheter ou de produire des missiles de longue portée. A tiré un missile contre l'île italienne de Lampadusa.

Egypte

A conservé une certaine capacité de livrer une guerre chimique. Semble avoir mis au point des agents biologiques, mais n'en produit pas, n'en stocke pas et n'en a pas fait des armes. Son programme d'armes nucléaires a échoué et est lettre morte depuis longtemps. Possède des missiles Scud et cherche à en créer de plus longue portée, en se fondant sur les modèles nord-coréens. A tenté de mettre au point des missiles de longue portée.

Israël

A mis au point des agents chimiques et biologiques et a la capacité d'en faire des armes, mais ne semble pas en avoir produit. N'a jamais publiquement annoncé qu'il possédait des armes nucléaires et compte sur une dissuasion « non déclarée ». Israël possède un arsenal nucléaire de taille, qui comprend probablement des armes dopées (dispositifs à fission de puissance renforcée) et des armes à fission ainsi que quelques « armes nucléaires de théâtre ». Est doté de satellites qui rendent possible l'emploi d'armes nucléaires de longue portée. Peut lancer des armes nucléaires soit à l'aide de missiles balistiques de

LA PROLIFÉRATION RÉGIONALE : UN PASSÉ QUI N'EN FINIT PAS

Au Moyen-Orient, le problème de la prolifération n'est pas nouveau. L'Égypte et Israël, par exemple, ont commencé à se doter d'armes nucléaires au milieu des années 1960. L'Égypte a employé des armes chimiques quand elle est intervenue dans la guerre civile au Yémen, dans les années 1960, et Israël comme ses opposants étaient bien équipés en armes chimiques pendant la guerre d'octobre 1973. Les spécialistes américains du renseignement sont convaincus que le schah d'Iran avait mis en route un programme d'armement nucléaire dans les années 1970, nonobstant ses divers démentis, et rares sont ceux qui ne sont pas convaincus que l'Irak cherchait à se doter d'armes nucléaires au moment du raid israélien sur son réacteur d'Osirak, en 1981.

C'est pendant la guerre irano-irakienne, de 1980 à 1988, que le recours aux armes de destruction massive au Moyen-Orient a été le plus spectaculaire. L'Irak a commencé par utiliser le gaz moutarde avant de passer à des agents neurotoxiques plus perfectionnés. Non content d'intensifier régulièrement ses attaques chimiques contre les concentrations de soldats iraniens, il s'en est aussi pris parfois à des villes et à des civils kurdes. Halabjah a été le théâtre de la plus vicieuse de ces attaques, mais il semble que l'Irak ait recouru à ce type d'armes à d'autres occasions, encore que de manière plus limitée. L'Iran a été beaucoup plus lent que l'Irak à acquérir et à employer des armes chimiques, mais les experts américains du renseignement sont d'avis qu'il a utilisé de telles armes en quantité limitée, qu'elles lui aient appartenu ou qu'il les ait confisquées.

De même, la prolifération des missiles constitue un problème de longue date dans la région. L'ancienne Union soviétique a commencé à vendre des fusées Frog de courte portée à ses alliés du Moyen-Orient vers la fin des années 1960, et ces ventes n'ont pas tardé à être suivies de celles d'autres types de missiles de croisière, tels les SAMLET, et de missiles balistiques de portée intermédiaire, tels les Scud. Du coup, Israël s'est tourné vers la France pour se procurer la technologie relative aux missiles et on s'accorde à penser qu'elle produisait des missiles Jéricho dès le début des années 1970. La Syrie a tiré ses premiers missiles Scud contre Israël au cours de la guerre d'octobre 1973. Vers le milieu des années 1970, Israël avait déployé ses premiers missiles de longue portée armés d'ogives nucléaires.

L'Iran et l'Irak ont largement recouru aux missiles Scud dans la « guerre des villes » qu'ils se sont livrée pendant la guerre irano-irakienne. A l'époque, l'Irak avait mis au point sa propre version du Scud à longue portée et il s'en est servi. En 1991, pendant la guerre du Golfe, il a tiré des Scuds contre Israël et l'Arabie saoudite et, pour parer à toute éventualité, il a déployé des ogives et des bombes chimiques et biologiques. Déterminés à faire avancer leur programme de missiles, de hauts responsables égyptiens ont tenté de subtiliser aux États-Unis et au Canada des secrets concernant la technologie relative aux missiles, mais ils ont été pris la main dans le sac.

longue portée capables d'atteindre n'importe quelle cible au Moyen-Orient, soit à l'aide d'avions de frappe à même d'être ravitaillés en vol. Cherche probablement à mettre au point des missiles de croisière destinés à être lancés à partir de sous-marins, et peut-être des vecteurs d'armes nucléaires de surface.

Syrie

Possède du gaz moutarde et plusieurs variétés d'agents neurotoxiques. Ces éléments sont contenus dans des bombes et des ogives de missiles, et peut-être aussi dans des armes d'artillerie. S'est dotée d'un imposant programme de recherche biologique. Devrait être sur le point de transformer ces agents biologiques en armes et pourrait déjà en posséder quelques-unes. Possède un important stock de Scud B

et de missiles nord-coréens de plus longue portée. Pas de trace de programme d'armes nucléaires.

Iran

A produit et stocke du gaz moutarde et des agents neurotoxiques ainsi que des bombes, des ogives de missiles et des obus d'artillerie. A entrepris un gros effort de mise au point d'armes biologiques, mais on ne sait pas vraiment où il en est en ce qui concerne sa capacité de fabriquer ce genre d'armes et de déployer des agents biologiques. Est en passe de développer des armes nucléaires et devrait avoir atteint le stade où il peut fabriquer chaque aspect des armes à fission, exception faite de la matière fissile. Possède un grand nombre de Scud B et des missiles nord-coréens de plus longue portée, et œuvre à la modification d'un missile balistique de portée intermédiaire, le Shahab-3, dont il veut rallonger le rayon d'action.

Irak

Avait la capacité de fabriquer des missiles Scud à rayon d'action élargi et, au moment de la guerre du golfe Persique, en possédait de vastes stocks. En outre, l'Irak avait des capacités analogues en matière d'agents chimiques perfectionnés et d'agents biologiques sous forme liquide. Était doté d'un programme d'armes nucléaires avancé et de tous les éléments nécessaires, exception faite de la matière fissile. Avait en place de vastes programmes d'enrichissement de l'uranium (à un niveau suffisamment élevé pour servir à la fabrication d'armes) par calutron et centrifugeuse. Les capacités de l'Irak ont été considérablement réduites consécutivement à la guerre du Golfe et à l'énergique campagne d'inspections et de destruction d'armes menée par l'UNSCOM (Commission spéciale de l'ONU), huit années durant. Toutefois, l'Irak a conservé un important programme clandestin d'armes CBRN et de missiles. En outre, il détient toujours quelques missiles Scud et des armes chimiques et biologiques, et il continue de mettre au point les techniques nécessaires aux armes nucléaires.

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite ne possède pas d'armes de destruction massive. Toutefois, elle a acheté à la Chine des missiles balistiques CSS-2 de longue portée. De hauts fonctionnaires saoudiens ont eu des conversations avec des responsables qui participent

au programme nucléaire du Pakistan, et peut-être aussi avec d'autres personnalités qui occupent le même genre de fonctions dans d'autres pays.

Pakistan

L'Iran invoque souvent la course aux armements nucléaires et aux missiles à laquelle se livre le Pakistan avec l'Inde pour justifier son développement de missiles de longue portée. Les responsables iraniens évoquent en privé les tensions avec le Pakistan pour expliquer au moins en partie leur volonté de poursuivre leurs efforts en matière de prolifération.

PLEINS FEUX SUR LE PERIL IRANIE ET IRAKIEN

L'examen des activités susmentionnées appelle plusieurs commentaires du point de vue tant de la politique des Etats-Unis que de la menace générale née de la prolifération continue des armes CBRN dans la région. Le président a presque certainement raison quand il dénonce l'Iran et l'Irak comme étant les deux pays proliférateurs les plus dangereux du Moyen-Orient. L'Irak est résolument déterminé à poursuivre ses programmes de prolifération et de missiles, il détient des armes chimiques et biologiques, ainsi que des stocks cachés de missiles, et il s'obstine presque certainement à chercher à se doter d'armes nucléaires. Il est tout à fait possible que l'Irak ait progressé au point d'avoir des armes biologiques aussi meurtrières que les armes nucléaires à fission et susceptibles d'être stockées sous forme solide, et qu'il ait maîtrisé la capacité de configurer des bombes et des ogives capables de disséminer ces agents de manière efficace.

L'Iran détient aujourd'hui des stocks importants de diverses armes chimiques, a mis au point et pourrait avoir déployé des armes biologiques, possède un grand nombre de missiles Scud et fait des essais de missiles de très longue portée qui peuvent frapper n'importe quelle cible au Moyen-Orient. Quoiqu'il s'en défende, l'Iran travaille presque certainement à la mise au point d'armes nucléaires. Bien qu'il ne soit pas historiquement aussi agressif que l'Irak dans sa poursuite du développement d'armes de destruction massive, l'Iran, de par la division de son régime, laisse le pouvoir militaire et les armes CBRN entre les mains des «durs» et des extrémistes.

Ces deux pays constituent une menace pour leurs voisins et les Etats-Unis, ainsi que pour l'ensemble de la région, qui contient les deux tiers de toutes les réserves pétrolières connues du monde. Ces menaces justifient amplement les efforts que déploient les Etats-Unis pour maintenir des sanctions militaires contre l'Iran et bloquer les transferts de technologie et de composantes d'armes à l'Iran et à l'Irak. En outre, elles montrent à quel point il est important que les Etats-Unis aient les capacités militaires nécessaires pour faire face à toute situation imprévue dans la région du Golfe et elles justifient le déploiement d'une défense antimissile de théâtre qui pourrait servir à protéger les forces des Etats-Unis, celles de leurs alliés et les installations nécessaires aux exportations énergétiques de la région, dont l'importance pour l'économie mondiale ne saurait être sous-estimée.

De surcroît, les risques associés à la poursuite de la prolifération à grande échelle contribuent à expliquer pourquoi le président Bush a averti la communauté internationale, lors d'un discours prononcé à West Point au début du mois de juin 2002, que les Etats-Unis pourraient lancer des attaques préventives afin de saper ces menaces à leur source. En outre, la prédominance de ces menaces permet de mieux comprendre pourquoi la nouvelle stratégie militaire des Etats-Unis issue de la « Nuclear Posture Review » (NPR), rendue publique le 31 décembre 2001, insiste sur les options nucléaires et classiques que se réserve Washington à titre tant de dissuasion que de protection. La NPR explique pourquoi les Etats-Unis doivent étendre à leurs alliés la protection que confère cette force de dissuasion ; elle accorde à l'amélioration de la défense un rang de priorité égal à celui de l'attaque ; et elle fait de l'amélioration du renseignement et des capacités de commandement nécessaires à la détection et au ciblage des armes CBRN et de leurs vecteurs la troisième partie de la nouvelle triade des Etats-Unis.

LA PROLIFERATION REGIONALE VUE SOUS UN ANGLE ELARGI

Cela dit, le problème de la prolifération au Moyen-Orient est loin de se borner au péril iranien et irakien. En premier lieu, il ressort clairement des documents d'Al-Qaïda saisis en Afghanistan que les groupes

terroristes mettent tout en œuvre pour se procurer des armes CBRN. De même, l'incidence politique et économique des attaques au bacille du charbon dont les Etats-Unis ont été victimes, après les attentats du 11 septembre 2001, montre à quel point les attaques aux armes CBRN, même limitées, peuvent créer des perturbations. Elle montre également que les attaques clandestines ou anonymes peuvent porter des fruits, ce qui laisse craindre l'utilisation d'agents encore plus mortels à l'avenir.

Les motifs de la prolifération sont complexes, et l'on commettrait une erreur dangereuse en pensant que l'Iran et l'Irak sont les seuls pays dont il faille se méfier ou qu'ils renonceraient à la prolifération si leur gouvernement venait à changer. Les pressions sous-régionales en Afrique du Nord, dans le golfe Persique et en Asie du Sud, conjuguées aux tensions associées au conflit arabo-israélien, s'imbriquent les unes dans les autres de telle manière que les principales puissances du Moyen-Orient pourraient bien se sentir contraintes d'acquérir des armes CBRN et leurs vecteurs, indépendamment de la nature des gouvernements en place.

LES MOTIFS SUIVANTS SONT A CONSIDERER :

- La soif de prestige, et le fait que les armes CBRN et les missiles présentent un caractère particulièrement séduisant dans une région qui hésite rarement à se précipiter sur les armes les plus modernes, qu'elle ait ou non les moyens de les absorber efficacement et d'assurer la formation et l'entretien nécessaires.
- La nécessité de dissuader les autres Etats, conjuguée à l'incertitude de la situation dans une région où la plupart des pays proliférateurs ont l'habitude de mentir quant à leurs intentions en matière d'armes CBRN et de missiles, et de compter sur des forces non déclarées.
- La nécessité de rehausser son arsenal de guerre et de se servir d'armes CBRN pour dissuader, et vaincre le cas échéant, un ennemi supérieur en forces classiques.
- Les leçons tirées de la guerre irano-irakienne et de la guerre du Golfe, à savoir que les missiles et les

armes de destruction massive confèrent aux pays belligérants un prestige et un pouvoir certains et que ces engins peuvent être utilisés contre des cibles tant militaires que civiles.

- La nécessité de dissuader les Etats-Unis et les autres forces extérieures de recourir aux armes CBRN ou de mettre fin à leur emploi.
- La dynamique de la course aux armements avec les pays voisins : Algérie-Libye-Maroc, Egypte-Israël-Syrie, et Iran-Irak-sud du Golfe.
- L'incapacité des Etats de compter sur la maîtrise des armements et sur la retenue des pays et de prévoir qui sera leur ennemi à l'avenir.
- Le fait qu'il n'y a pas moyen de connaître ni de prévoir l'étendue des efforts entrepris par d'autres grands acteurs régionaux, conjugué à la double difficulté de déterminer leurs capacités en matière de divers types d'armes et de définir le risque qu'elles posent.
- Les répercussions des tendances générales observées « dans le grand Moyen-Orient », y compris le fait que les diverses courses aux armements entre les pays susmentionnés ne cessent de se chevaucher, l'incidence de la prolifération nord-coréenne et la course aux armements entre l'Inde et le Pakistan.
- Les armes CBRN et les missiles sont de puissants outils d'intimidation, même s'ils ne sont jamais utilisés en temps de guerre.
- La prolifération est une option qui remplace avantageusement les investissements, nettement plus coûteux, dans les forces classiques.
- Le désir de créer des menaces capables d'impressionner tellement l'ennemi que celui-ci ne se risquera pas à déclencher d'actions militaires, même de faible niveau.
- La réaction à l'absence de régimes sérieux de maîtrise des armements.

- Le désir qu'ont certains Etats, des intervenants agissant à leur place ou des groupes terroristes de pouvoir mener des attaques dévastatrices, clandestines ou asymétriques.

- L'impression de pouvoir exploiter les lacunes de la défense des installations civiles et critiques de l'ennemi et l'insuffisance de ses capacités en matière de défense antimissile tactique et balistique.

La prolifération dans la région relève d'une autre triste réalité. Les progrès de la biotechnologie, conjugués à la dissémination à grande échelle des laboratoires de biotechnologie et de recherche, de transformation des aliments et de production pharmaceutique, font qu'il est impossible d'appliquer les régimes de maîtrise des armements et de contrôle des exportations de manière à prévenir la production d'armes biologiques, dont certaines pourraient être aussi meurtrières que des petites armes nucléaires. Dans les cinq ou dix années à venir, la région va inévitablement acquérir la capacité de produire des armes génétiquement modifiées encore plus meurtrières, et l'effort à fournir sera suffisamment modeste pour être à la portée des groupes terroristes.

A l'heure actuelle, rien ne permet d'espérer que les régimes de maîtrise des armements et de contrôle des exportations pourront empêcher les Etats de la région d'acquérir petit à petit des armes nucléaires et des missiles balistiques de longue portée. Toutefois, quand bien même ils y parviendraient, il est clair que les Etats de la région n'auraient qu'à chercher à se doter d'armes biologiques et de vecteurs moins visibles. Dès lors, on a toutes les raisons de croire que les armes CBRN laisseront leur empreinte permanente sur les problèmes de sécurité au Moyen-Orient.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques du gouvernement des Etats-Unis.

Les armes de destruction massive : le nouveau cadre stratégique BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS)

*Le département d'Etat américain n'est pas responsable du contenu
ou de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessous.*

- Ackerman, Gary ; Snyder, Laura. WOULD THEY IF THEY COULD ? (*Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 58, no. 3, May/June 2002, pp. 40-47)
- Barletta, Michael, ed. AFTER 9/11 : PREVENTING MASS-DESTRUCTION TERRORISM AND WEAPONS PROLIFERATION. Monterey, CA : Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, May 2002. 80p.
- Butler, Richard. THE GREATEST THREAT : IRAQ, WEAPONS OF MASS DESTRUCTION, AND THE GROWING CRISIS OF GLOBAL SECURITY. New York : Public Affairs, 2001. 288p.
- Cirincione, Joseph. DEADLY ARSENALS : TRACKING WEAPONS OF MASS DESTRUCTION. Washington : Brookings Institution, 2002. 450p.
- Cordesman, Anthony. STRATEGIC THREATS AND NATIONAL MISSILE DEFENSES : DEFENDING THE U.S. HOMELAND. Westport, CT : Praeger, 2001. 416p.
- Coyle, Philip. RHETORIC OR REALITY ? MISSILE DEFENSE UNDER BUSH (*Arms Control Today*, vol. 32, no. 4, May 2002, pp. 3-9)
- Eisendrath, Craig ; Marsh, Gerald E. ; Goodman, Melvin A. THE PHANTOM DEFENSE : AMERICA'S PURSUIT OF THE STAR WARS ILLUSION. Westport, CT : Praeger, 2001. 216p.
- Glaser, Charles L. ; Fetter, Steve. NATIONAL MISSILE DEFENSE AND THE FUTURE OF U.S. NUCLEAR WEAPONS POLICY (*International Security*, vol. 26, no. 1, Summer 2001, pp. 40-92)
- Graham, Bradley. HIT TO KILL : THE NEW BATTLE OVER SHIELDING AMERICA FROM MISSILE ATTACK. New York : Public Affairs, 2001. 430p.
- Lindsay, James M. ; O'Hanlon, Michael. DEFENDING AMERICA : THE CASE FOR LIMITED NATIONAL MISSILE DEFENSE. Washington : Brookings Institution, 2001. 200p.
- Newhouse, John. THE MISSILE DEFENSE DEBATE (*Foreign Affairs*, vol. 80, no. 4, July/August 2001, pp. 97-109)
- O'Hanlon, Michael. CRUISE CONTROL : A CASE FOR MISSILE DEFENSE (*The National Interest*, no. 67, Spring 2002, pp. 89-93)
- Postol, Theodore A. WHY MISSILE DEFENSE WON'T WORK (*Technology Review*, vol. 105, no. 3, April 2002, pp. 42-51)
- Sietzen, Frank. MISSILE DEFENSE : OPTIONS AND OBSTACLES (*Aerospace America*, vol. 40, no. 5, May 2002, pp. 30-35)
- Taubes, Gary. POSTOL VS. THE PENTAGON (*Technology Review*, vol. 105, no. 3, April 2002, pp. 52-59)
- U.S. Congress, Senate, Subcommittee on Technology, Terrorism, and Government Information. DOMESTIC RESPONSE CAPABILITIES FOR TERRORISM INVOLVING WEAPONS OF MASS DESTRUCTION. Washington : Government Printing Office, 2002. 42p.
- U.S. General Accounting Office. MISSILE DEFENSE : REVIEW OF ALLEGATIONS ABOUT AN EARLY NATIONAL MISSILE DEFENSE FLIGHT TEST. Washington : Government Printing Office, February 2002. 49p.
- U.S. General Accounting Office. WEAPONS OF MASS DESTRUCTION : U.N. CONFRONTS SIGNIFICANT CHALLENGES IN IMPLEMENTING SANCTIONS AGAINST IRAQ. Washington : Government Printing Office, May 2002. 47p.
- Weinberg, Steven. CAN MISSILE DEFENSE WORK ? (*The New York Review of Books*, vol. 49, no. 2, February 14, 2002, pp. 41-46)
- Wirtz, James J. ; Larsen, Jeffrey A., eds. ROCKETS' RED GLARE : MISSILE DEFENSES AND

Les armes de destruction massive : le nouveau cadre stratégique PRINCIPAUX SITES INTERNET

*Le département d'Etat américain n'est pas responsable du contenu
ou de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessous.*

- | | |
|--|--|
| The ANSER Institute for Homeland Security :
Missile Defense
http://www.homelanddefense.org/displaynews.cfm?id=17 | U.S. Army : Corps of Engineers : Ground-Based
Midcourse Defense Program
http://www.hnd.usace.army.mil/bmd/natlmiss.htm |
| Arms Control Association : Subject Resources :
Missile Defense
http://www.armscontrol.org/subject/md/ | U.S. Army : Space and Missile Defense Command
http://www.smhc.army.mil/ |
| Brookings Institution : Missile Defense and Nuclear
Weapons
http://www.brook.edu/dybdocroot/fp/projects/nmd.htm | U.S. Department of Defense : Advanced Missile
Signature Center
http://www.arnold.af.mil/amsc/ |
| Carnegie Endowment for International Peace : Non-
Proliferation Project
http://www.ceip.org/files/projects/npp/npp_home.ASP | U.S. Department of Defense : The Ballistic Missile
Defense System Integration Data Center
http://bmdssc.jntf.osd.mil/ |
| Center for Defense Information : Missile Defense
http://www.cdi.org/hotspots/missiledefense/ | U.S. Department of Defense : Missile Defense
http://www.defenselink.mil/specials/missiledefense/
inner.html |
| Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute
of International Studies
http://cns.miis.edu/ | U.S. Department of Defense : Missile Defense Agency
http://www.acq.osd.mil/bmdo/ |
| Council for a Livable World : Arms Control
http://www.clw.org/control.html | U.S. Department of Defense : Missile Defense Data
Center
http://www.cas-mddc.com/ |
| Council on Foreign Relations : Weapons of Mass
Destruction
http://www.cfrterrorism.org/weapons/ | U.S. Department of Defense : Weapons of Mass
Destruction
http://www.defenselink.mil/specials/destruction/ |
| Federation of American Scientists : Missile Defense
http://www.fas.org/ssp/bmd/index.html | U.S. Department of State : Bureau of European and
Eurasian Affairs
http://www.state.gov/p/eur/ |
| Global Beat : Nuclear Weapons and Weapons of Mass
Destruction
http://www.nyu.edu/globalbeat/nukes.html | U.S. Department of State : International Information
Programs : Arms Control
http://usinfo.state.gov/topical/pol/arms/ |
| The Heritage Foundation : Publications Library : Missile
Defense
http://www.heritage.org/library/keyissues/missiledefense/ | U.S. Department of State : International Information
Programs : Europe-Eurasia
http://usinfo.state.gov/regional/eur/ |
| National Defense University : Center for
Counterproliferation Research
http://www.ndu.edu/centercounter/index.htm | U.S. Department of State : Under Secretary for Arms
Control and International Security
http://www.state.gov/t/ |
| The Stimson Center : Current Projects : Reducing the
Threat of WMD
http://www.stimson.org/?SN=TI20011220106 | U.S. Mission to NATO : Special on Missile Defense
http://www.nato.int/usa/misdef.html |

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 7

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 2



ADM

Les armes de destruction massive

LE NOUVEAU CADRE STRATEGIQUE

Jul I et 2002